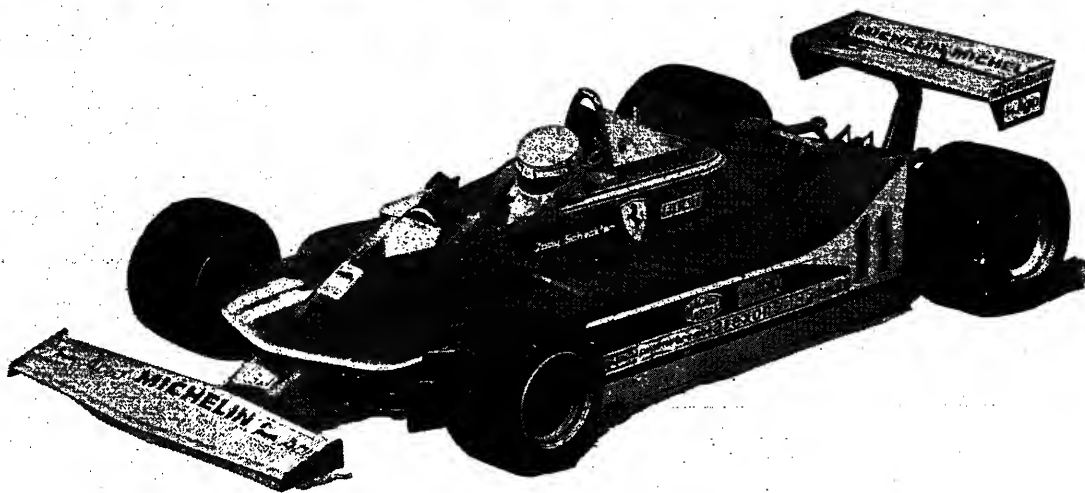


MERCI FERRARI.



Ferrari, champion du monde. Une fois de plus la technique italienne remporte la victoire. Une longue tradition, beaucoup d'ingéniosité et de créativité, et un peu de ce qu'on appelle "l'esprit italien", ont permis à Ferrari d'exploiter intégralement les avantages offerts par le fait d'appartenir à un groupe industriel international tel que Fiat.

Ferrari et Fiat: deux marques qui, travaillant ensemble, réunissent des expériences uniques du point de vue de la technique et de la créativité.

FIAT

AUX PEUPLES DU

PROCLAMATION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS D'AMÉRIQUE CENTRALE PRTC

BAIN DE SANG AU SALVADOR

Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique Centrale (P.R.T.C.) dénonce devant les peuples du monde la répression brutale que le gouvernement exerce contre le peuple salvadorien et le caractère folle de l'ouverture démocratique qui a été annoncée dernièrement.

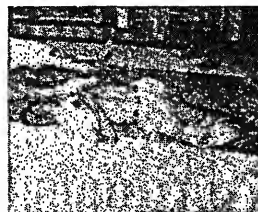
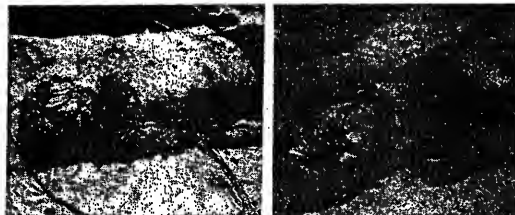
Au cours des mois qui se sont écoulés depuis juin de cette année, les chiffres de la répression sont les suivants :

- 406 assassinats politiques,
- 307 personnes enlevées,
- 44 personnes disparues.

Tous les peuples du monde sont au courant des massacres perfides perpétrés par la dictature militaire à El Salvador les 8, 15 et 22 mai dans la cathédrale métropolitaine de San Salvador, dans une église catholique de la ville de Soyapango, à 5 kilomètres de la capitale et aux abords de l'ambassade du Venezuela, respectivement, alors que les manifestants faisaient entendre leurs protestations contre les assassinats politiques et exigeaient la libération des dirigeants du Bloc Populaire Révolutionnaire. Au cours des seuls événements sanglants du mois de mai, le nombre des morts s'est élevé à une soixantaine.

Ces crimes et massacres, et d'autres, ont été perpétrés avec une barbarie qui ne peut être conçue que dans l'esprit des assassins, sous l'effet de la crainte que la lutte populaire provoquait chez eux ; les preuves des tortures sur les corps manifestent un sadisme bestial, comme on le voit sur les photos suivantes, publiées par le Commissaire pour les Droits de l'Homme de l'El Salvador.

Les efforts des capitalistes salvadoriens et de la dictature qui les soutient pour entraver le progrès de la lutte populaire ont été vains. Ils ont fait toutes sortes de chasses dans ce but, depuis la loi odieuse « Pour la Défense et la Garantie de l'Ordre Public » de décembre 1977 lorsque son inefficacité a été prouvée et ils ont cédé à cause des centaines de personnes disparues dans le peuple.



Depuis cette date jusqu'à maintenant, il est devenu évident que l'aristocratie ainsi que la dictature militaire ont institutionnalisé l'assassinat politique — chassant des dirigeants ouvriers, des enseignants, des étudiants et des travailleurs agricoles. A cet effet, ils ont formé des bandes d'assassins avec des membres des mêmes groupes répressifs et ORDEN, sous le nom de « Main Blanche », d'« Union des Guerriers Blancs » (U.G.B.), certains payés directement par l'Etat, d'autres à la solde des éléments aristocratiques et ils ont déchaîné leur fureur sur les meilleurs fils du peuple et de la classe ouvrière.

D'énormes sommes d'argent ont été consacrées par l'aristocratie et la dictature à des campagnes de publicité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays dans l'intention de faire croire que l'état de violence dans lequel nous vivons a son origine dans les actes de violence des organisations politiques de gauche. Il est nécessaire que les peuples du monde sachent la vérité, qu'ils puissent savoir qui provoque la violence et la répression. La nation est dans son droit de combattre les capitalistes pour changer l'état de misère et d'injustice dans lequel elle vit, et les capitalistes qui se sentent menacés dans leurs privilèges mènent la répression contre les classes populaires en révolte. Le tableau suivant, publié par la Commission des Droits de l'Homme à El Salvador, est éloquent au sujet de la violence.

INTRODUCTION

La publication de la présente proclamation est une victoire de notre parti remportée grâce à l'opération : GLOIRE A NOS COMBATTANTS TOMBÉS DANS LA BATAILLE : DAVID, JAIME ET RAUL ANTIM ! VIVE LE NICARAGUA SANDINISTE ! Exécutée au San Salvador le 21 septembre 1979 ; ladite opération a consisté en la capture de deux hauts dirigeants nord-américains de la firme transnationale North American Beckman Instruments, Inc., qui a une filiale à El Salvador, la société APLAR de El Salvador.

Le développement de notre parti, sa cohésion croissante et l'élargissement de sa base populaire, en particulier chez les travailleurs, son acquisition d'une expérience du combat et des ressources nécessaires, ont porté notre capacité d'opérations au niveau suffisant pour être capables de mener à bien avec succès l'opération mentionnée.

Le choix comme objectif d'une société nord-américaine transnationale est une claire expression de notre politique, qui définit comme ennemi fondamental de la Révolution d'Amérique Centrale l'impérialisme nord-américain qui soutient le système des « zones franches » comme nouvelle modification pour rendre plus efficace l'exploitation cruelle et vorace dont notre peuple est la victime de la part des sociétés nord-américaines. Afin de réaliser leurs projets économiques, l'intervention dans la politique intérieure de nos pays, la promotion de dictature de laquais, le soutien de régimes oppressifs et sanglants (affublés d'un masque prétendument démocratique) et manœuvrant dans le but utopique d'arrêter le développement du combat de libération qu'il est urgent que notre peuple mène héroïquement contre l'exploitation, la violence anti-populaire et la contre-révolution.

هكذا من الأصل

LES DU MONDE

VICTIMES DE LA VIOLENCE EN 1979

Vicimes	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	TOTAL
Guérilleros	0	0	0	1	4	7	12
Payans	3	5	19	9	29	45	105
Ouvriers	1	6	5	12	22	15	61
Prêtres	1	0	0	0	0	1	2
Enseignants	0	1	1	2	18	11	23
Étudiants	4	1	1	0	29	3	44
Professions libérales	0	1	2	1	2	0	6
Infatigables	0	0	0	0	0	0	0
Grands propriétaires	0	0	0	0	0	0	0
Personnes non identifiées	1	1	7	19	34	26	79
Profession non identifiées	5	1	6	15	21	15	63
TOTAUX	15	16	38	57	157	123	406

L'aristocratie et la dictature peuvent-elles nier maintenant qu'elles sont les auteurs fondamentaux de la violence et de la terreur dans le pays ?

Et cela ne s'arrête pas là. Le général Carlos H. Romero a récemment lancé une grande campagne de propagande au sujet de sa décision de procéder à une « ouverture démocratique ». Mais, simultanément à ces déclarations, à la mi-août, sept ouvriers et un ingénieur étaient assassinés dans un atelier de mécanique, au cours d'une opération militaire menée par des individus portant cagoule et habillés en civil. Une campagne a été menée dans la presse de l'aristocratie, n'éclaircissant pas le crime, mais le justifiant, accusant les morts d'avoir été des guérilleros et prouvant ainsi les liens entre les assassins et la dictature.

Les perquisitions, les persécutions et les blocus militaires dans les zones rurales ont continué et cela prend chaque fois davantage le caractère d'une campagne pour anéantir les travailleurs agricoles organisés. Depuis le 23 août, la dictature militaire a monté un blocus militaire dans plusieurs régions proches des villes de Guezapoa et d'Aguilares — à 30 kilomètres de la capitale. Le centre des opérations militaires est camouflé sous l'apparence d'un hôpital militaire menant une campagne sanitaire. Depuis cet endroit, ils conduisent constamment des persécutions dans les montagnes de la région, obligeant les centaines de travailleurs agricoles à fuir et à vivre comme des nomades dans la brousse et les rochers. Par la suite, des dizaines de cadavres sont apparus sur les routes proches de cette zone.

Nous sommes arrivés en septembre, et les massacres perpétrés par la dictature restent à l'ordre du jour. La répression sanglante contre le peuple et ses organisations devient notre pain quotidien. Au début de ce mois, sur une route, dans la partie orientale du pays, un véhicule transportant un groupe de lycéens a été mitraillé de sang-froid, un total de sept jeunes gens trouvant la mort. Les cyniques du gouvernement n'ont pas tardé à faire savoir que « les victimes étaient un groupe de terroristes subversifs » et que l'attaque à la mitrailleuse a été menée par des éléments non identifiés ».

Le 14 septembre, la capitale a été une fois de plus la scène d'événements sanglants, lorsqu'une manifestation pacifique du B.P.R. a été massacrée. Parmi les objectifs de la manifestation figuraient la libération des prisonniers politiques et des personnes disparues. La manifestation a été attaquée par des éléments des diverses forces de sécurité (en uniforme et en civil). Des tireurs isolés ont fait feu au fusil et à l'arme automatique contre les manifestants. Résultat de cet acte de répression : six morts, plus de trente et un blessés et de nombreux disparus. Le même jour paraissait la version de propagande du gouvernement sur ces événements : « Il s'agissait d'éléments subversifs pour provoquer le désordre et s'attaquer à la propriété privée, et ils ont été réprimés par des éléments non identifiés », et « les forces de sécurité n'ont rien eu à voir dans ces actes, car elles étaient consignées à leur quartier général ».

Le 23 du même mois, trois jeunes gens ont été assassinés près du quartier général présidentiel. Ils ont été mitraillés par les forces de répression simplement parce qu'elles les soupçonnaient d'être des terroristes. La réaction en chaîne de la répression, provoquée par le gouvernement du général Romero, ne s'arrête pas, et une fois de plus le sang coule dans les rues de la capitale le 24 dans l'après-midi sous le prétexte de « réprimer des actions de propagande menées par l'Organisation de la Ligue Populaire du 28 Février » (qui avec justice et bravoure a maintenu le siège du Ministère du Travail). Les soldats ont attaqué la population au hasard, tirant sur tout ce qui bougeait. A la suite de cela, on a trouvé les cadavres de six personnes innocentes, ainsi que d'un nombre de personnes indéterminées.

C'est pourquoi nous disons qu'il existe en El Salvador un bain de sang qui est l'œuvre du gouvernement assassin de Romero. Mais ce sang versé fertilise le sol de notre lutte révolutionnaire populaire.

LE DROIT DU PEUPLE A MENER UNE GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE, UNE GUERRE JUSTE

Au cours des années, l'aristocratie et les dictateurs en place ont fini par éliminer toutes les possibilités dont le peuple disposait pour son développement et pour la participation aux fonctions formelles du pouvoir et par fermer tous les chemins menant à une meilleure répartition des richesses produites par ce peuple. Celui-ci est exploité et réduit au silence par les actes de guerre, et le gouvernement essaie de légitimer cela par des campagnes de presse. Même les conflits sociaux dans les usines n'échappent pas à cette action.

La dictature pousse le peuple à la guerre. Une guerre qu'elle provoque ouvertement. Elle le pousse vers une juste guerre de libération populaire à laquelle le peuple a droit. Il est aidé par le droit inaliénable des gens à défendre leur vie, à conquérir de leurs propres mains une vie meilleure dans une société offrant autre chose que l'exploitation et la répression. Et cette société ne peut être obtenue qu'en mettant le pouvoir aux mains du peuple, en conquérant le pouvoir populaire.

Les gens commencent à comprendre le caractère de la bataille. Ils attendent. Ils ne peuvent se laisser leurrer aussi facilement par l'affre d'élections libres, d'« Ouvertures Démocratiques » qui ne visent qu'à la démobilitation et à donner à l'aristocratie, à la dictature et à l'impérialisme nord-américain surtout le pouvoir de renouveler leur domination politique et leur exploitation économique du peuple.

Les partis d'opposition, tels que le M.N.R. (Mouvement National Révolutionnaire) et les Démocrates Chrétiens, qui continuent à jouer le jeu avec la dictature, seront également balayés par la guerre du peuple.

Aujourd'hui plus que jamais, le peuple est aidé par le droit de saisir le pouvoir dans ses propres mains. La leçon donnée par l'héroïque peuple nicaraguayen, sous la direction du glorieux F.N.S.L., a été remarquable, et le peuple salvadorien est convaincu qu'il doit suivre cet exemple : SEUL LE PEUPLE EN ARMES MENANT LE COMBAT PEUT ÉDIFIER LE POUVOIR POPULAIRE DANS UNE SOCIÉTÉ SANS RÉPRESSION NI EXPLOITATION.

Le P.R.T.C. sera conséquent avec ce besoin historique du peuple salvadorien.

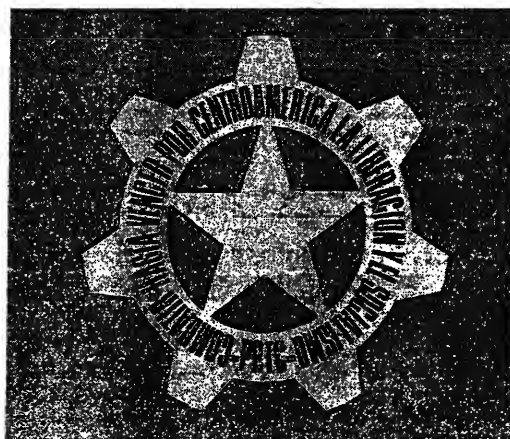
Ceci s'adresse à tous les peuples du monde : le peuple salvadorien vous demande votre solidarité, votre compréhension et votre défense du droit qui est le sien de mener une guerre populaire révolutionnaire de libération, et il veut que vous lui donniez toute l'aide possible, idéologique, économique et autre.

PROLÉTARIATS DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

ARRÊTEZ LA RÉPRESSION DE LA DICTATURE SALVADORIENNE DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES. VIVE LE DROIT DU PEUPLE SALVADORIEN DE MENER UNE GUERRE POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DE LIBÉRATION. NON A LA DÉMOBILISATION POPULAIRE, OUI A L'INSURRECTION POPULAIRE ET A LA GUERRE DE LIBÉRATION. LUTTEZ POUR OBTENIR LA LIBÉRATION ET LE SOCIALISME POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

P.R.T.C.

30 septembre 1979.



CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE ET FINANCÉE PAR L'ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'I.S.G.
9/11 avenue Franklin-Roosevelt. 75008 PARIS - 825-99-70

ONT ÉTÉ ADMIS A L'I.S.G.

(1) Ingénieur (2) Maître, IEP, Agré, Pharmacien (3) Licence en 3 ans, DUT, BTS (4) DEUG, premier cycle universitaire (4*) Prépa. par dérégulation (5) Prépa. haut enseignement commercial

3^o CYCLE

2nd
CYCLES

**classique
et en
enseignement
alterné**

**Intégration
en 1980 après
leur service
national
ou leur stage
professionnel**

ANDRE F. (1), BARPEK J. (2), BANHARLOU M. (1), BONNET A. (2), BONNIN V. (1), BENHAMOU S. (2), CASABIAN P. (2), CATRICE J.-T. (1), CHATOUX J.-C. (1), COING V. (1), CUILLET S. (1), DAURAT S. (1), DELAFAYE (1), DESROUX V. (1), DUIS (1), DUBOIS (1), DRUGHELET (1), DRECOMACLOS S. (1), EMPOITE G. (1), FONTRAYE J. (2), GAYEL (2), GEORGES P. (1), GERMINIA (1), GILBERT F. (1), GILBERT M.-A. (1), HAMEAU G. (1), HAMMAN J.-M. (1), HERVY S. (1), HETZ L. (2), KHOUJIDI J. (2), LAMARIE C. (2), LE BAGOUSSE A. (2), UTTATTE F. (2), MANTENAY J.-P. (1), NAPOLY G. (2), PETERS N. (2), PICHON J. (1), PLANCHOT L. (2), RICHY P. (1), RODRIGUES CARVALHO F. (1), SAGOFFE J. (1), SAMD L. (2), SMITH P. (2)

[illegible][illegible]

ONT OBTENU EN JUIN 1979 LE DIPLOME I.S.G.

Visé par le Ministère des Universités

[illegible]

L'I.S.G. EN QUELQUES CHIFFRES

772 ELEVES
(Association des élèves - 704-37-891)

123 ENSEIGNANTS et CONFÉRENCIERS

2800 m² DE LOCAUX au service de
la pédagogie

22 ASSOCIATIONS LIEES à l'U.S.G.

706 ENTREPRISES lui versent des subventions au titre de la taxe d'apprentissage et/ou collaborent avec "I.S.G. entreprises"
(information 704-69-04 poste 04)

INFORMATION SUR L'I.S.G.

- **ELEVES des classes préparatoires :**
exclusivement par leur établissement.
- **Autres ETUDIANTS :** par leur université,
leur école, leur IUT, les C.I.O. ou :
**CENTRE D'ORIENTATION ET
D'INFORMATION DE L'I.S.G.**
8 rue de Lota, 75116 Paris - 504-59-40

RESPONSABLES D'ENTREPRISES :

I'I.S.G. vous concerne!

- Formation permanente
- I.S.G. entreprises : conseils et assistance, études quantitatives et qualitatives

Contactez 704-69-04

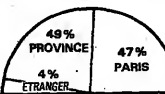
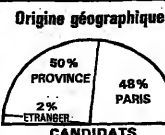
L'I.S.G.: Un centre d'enseignement supérieur, indépendant et sans but lucratif



INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
ÉTABLISSEMENT LIBRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT

G.I.E.S.G. : Président : Guy des CLOSIÈRES - Administrateur délégué : Pierre A. DUMAS

8 rue de Lota, 75116 PARIS - 553-87-46

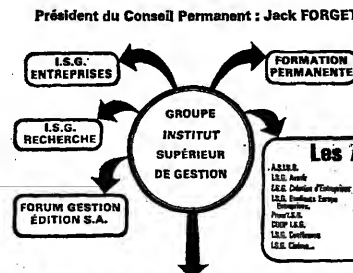


Salaire annuel 1^{er} emploi
62 à 76.000 F

"Expansion" Juin 1979:
Salaire moyen de 1^{er} emploi
63.000 F

Accords bilatéraux

- L'Université de Paris VII, des Universités américaines et européennes (en particulier l'USSD en Californie).
- "Conference Board" et "University Research Institute" de New York.



CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Directeur : Pierre GUILLAUD

3 ^e CYCLE	2 ^e CYCLE ALTERNANCE	2 ^e CYCLE ALTERNANCE LONG	2 ^e CYCLE CLASSIQUE
Ingénieurs, Maîtrise I.E.P. Pharmacie, Médecine, Véto, Architecte	D.E.U.G. — D.U.T. B.T.S. Licence en 3 ans	1 année d'enseignement supérieur	Classes préparatoires
CONCOURS D'ENTRÉE			
Nombre d'admis :			
50	90	90	100
7 mois de plein temps pédagogique	3 MOIS STAGIAIRE	4 MOIS STAGIAIRE	1 ^{re} ANNEE Plein temps pédagogique. Internat ou externe.
9 MOIS SALARIÉ avec formation intensive	12 mois de plein temps pédagogique	18 mois de plein temps pédagogique	2 ^e ANNEE Plein temps pédagogique. Externe ou interne à la fin du contrat.
	18 MOIS SALARIÉ avec formation intensive	18 MOIS SALARIÉ avec formation intensive	3 ^e ANNEE Activité professionnelle avec formation continue.
Diplôme visé par le Ministère des Universités			

Diplôme visé par le Ministère des Universités

مكرر من الأصل

POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Marchais : le consensus social, c'est l'alliance de l'exploiteur et de l'exploité

M. Maurice Papon s'est trouvé, « en extrême », un allié en la personne de M. Georges Marchais au cours de la première journée de la discussion du projet de loi de finances pour 1980, mardi 19 octobre, à l'Assemblée nationale. En effet, le secrétaire général du parti communiste remarqua avec quelque ironie que le ton monocoque du ministre du budget résonnait dans un marécage assoupé et devant une majorité anesthésiée, comme l'écrit l'ancien du long mandat ministériel qui commentait. A la décharge de cette majorité, force est de reconnaître que, si sur le fond et sur la forme, l'exposé de M. Papon n'était destiné à servir d'exemple aux futurs

ministres du budget. Même ses adversaires devaient sans doute regretter la maestria d'un Valéry Giscard d'Estaing se soumettant à la même épreuve, en son temps. Comme pour son ex-cuse, M. Papon eut même l'air de dire : « Je salue », déboulant une bruyante satisfaction sur les bancs de la gauche et un silence ambigü sur ceux de la majorité. A l'inverse, M. Marchais prit le risque de révéler les esprits et les passions en haussant le ton et en s'adressant directement au premier ministre : « d'ailleurs absent. Il dénonça la plus féroce politique de classe que la France ait connue depuis longtemps » et se

félicita que la « lutte des travailleurs » ait contraint le gouvernement à instituer un prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des compagnies pétrolières. Le soutien répété que lui apportèrent les députés communistes, chaque fois qu'il fut interrompu par les réactions de ses auditeurs, illustrait, en fait, le besoin. L'incertitude de la majorité devant les érudits de M. Papon, selon qui l'économie française connaît « une amélioration en profondeur », il est vrai que les constats de l'U.D.F. et, surtout, du R.P.R., attendaient d'être satisfaits à la faveur des négociations engagées, dans la confusion, avec le gouver-

nement. « Non, résolulement non » au consensus, devait répondre M. Marchais aux offres de coopération de l'opposition, manifestées par le ministre. Et c'est au même refus que se heurta le sincère et naïf plaidoyer de M. Hamel (U.D.F.) qui voulait, au nom de la crise, que se développe l'entente entre majorité et opposition. Ses illustres vire perdus, il constata que M. Marchais était décidément un « pessimiste ». M. Hamel fit, en tout cas, la preuve que, s'il n'avait pas voulu, il serait sans doute le dernier à écorner la chanson : « Si tous les gars du monde... »

LAURENT ZECCHINI.

M. IGART (U.D.F.), rapporteur de la commission des finances, son rapport écrit a été présenté dans le monde du 11 octobre, déclare que le chantage « ne sera pas résorbé à brève échéance ». Les producteurs comme les distributeurs, indique-t-il, perdent des réflexes qui sont à l'origine des conséquences d'une trop longue habitude de contrôle des prix. On « colle » les prix plus hauts même dans la crainte d'un futur blocage.

M. PAPON : non à la « frime »
M. PAPON, ministre du budget, souligne que l'année 1979 et la première moitié de 1980 sont marquées par « une amélioration certaine de la conjoncture économique française », notamment, explique-t-il, par le retour à l'équilibre extérieur, la baisse du franc, la poursuite de la croissance de la vie de l'économie, et pour le pouvoir d'achat et le redressement de la situation financière des entreprises. On a, assure-t-il, une politique qui a permis d'arriver à une « situation de frime » et qui est « une antithèse de la déflation ». Le déficit de l'indépendance du ministre du budget, est important, comparable avec la perspective de l'endettement et « est effrayant », qu'il devrait relever à 2,2 % au lieu de 2,0 % en 1980. Un déficit supérieur, poursuit-il, équivaut à une « inflation monétaire » qui affecterait indubitablement la tenue de la monnaie, notre compétitivité, notre balance extérieure, sans parler de la monnaie des prix. M. Papon met ensuite l'accent sur les dépenses d'interventions sociales qui progressent de

17,8 %, souligne, à propos de l'énergie, l'effort demandé « aux producteurs et aux consommateurs de la » et affirme que « la commission des finances exprime clairement qu'un effort doit être fait pour réduire, mais également à celui des dépenses ».

M. MARCHAIS : l'aggravation des inégalités
M. MARCHAIS (P.C., Val-de-Marne), monte ensuite à la tribune pour défendre une question préalable (il n'y a pas lieu de débattre) et déclare que le parti communiste et donc l'opposition entretiennent le rejet du texte. S'adressant au gouvernement (absent de l'hémicycle), le secrétaire général du parti communiste fait le bilan de ce qu'il estime être « la plus féroce politique de classe qui ait été appliquée en France depuis longtemps » et indique : « Certains vous emboîtent pas, d'autres ont dit, nous combattons, se laissent aller à certaines exaltations à votre agresseur et s'efforcent ensuite de s'être fait récupérer ». Il ajoute : « La croissance sociale, c'est tout autre chose, c'est l'alliance de la classe ouvrière, de la jeunesse, de la femme, de la famille. Ce consensus-là, nous n'en voulons pas, le refus de la « frime », c'est non, c'est résolument non ».

« Vous dites présenter un budget de soutien de l'économie, poursuit M. Marchais, c'est faux. C'est un budget de crise et d'aggravation de la situation des multinationales. Vous dites présenter un budget de solidarité, c'est encore faux ! Et l'ajoute : c'est indigne ! C'est un contrat

une attitude d'entente et de coopération
M. HAMEL (U.D.F.) s'exprime contre la question préalable et dit que le rapport de M. Papon est « un peu excessif ». S'adressant à M. Marchais, il déclare : « Pour que ne sois-tu pas ce genre d'extrême qui se développe cette attitude d'entente et de coopération face à la crise ? » Il souligne que celle-ci s'est également sur les bancs de l'Est et indique que le consensus, refusé par le parti

communiste, a permis à l'Allemagne de connaître notamment la déflation. Le député du Rhin ajoute : « Vous révoquez d'autres conditions de la vie, dans la déflation, dans la dépression ».

« Le déficit budgétaire devrait résulter plus d'une réduction des dépenses que d'un accroissement des dépenses », estime la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dans un rapport sur le projet de loi de finances pour 1980. Selon ce rapport, l'accroissement des dépenses devrait privilégier les investissements directs plutôt que les transferts et les subventions. Le rapport affirme également que l'accroissement des dépenses obligatoires pour les entreprises affectera les résultats financiers de celles-ci. La Chambre de commerce se prononce pour une « dette fiscale réelle » pour l'augmentation prévue de l'impôt sur le revenu est, selon elle, contraire aux engagements du « programme de 1980 » ; elle croit un effort déprimé sur la demande à l'automne 1980.

Dans la discussion générale, qui commence en séance de nuit, M. CREPEAU (R.P.R., Charente-Maritime) déclare que le budget est « un peu à l'image de la politique du gouvernement » et s'élève au fait que, selon lui, la France connaît une « dépression économique ». Il affirme qu'un rapport présenté devant le parlement européen prouve que la France pourrait réaliser 30 % d'économies d'énergie. Il déclare qu'elle est le premier marchand de canons du monde. M. MONTAIGNE (U.D.F., Eure) estime que face à une situation internationale difficile, le soutien en France à une tentative de paralysie est, selon lui, à l'origine de la situation.

« nous sommes loin d'être à la dérive », assure que « plus le gouvernement s'efforce sur les inégalités, plus il agit dans le sens de la dépression », et ajoute que, en matière de politique familiale, tout l'effort du gouvernement « consiste à pousser dans la

M. PIERRET (P.S.) : un prélèvement exceptionnel de solidarité

M. PIERRET (P.S., Vosges) juge le budget « lymphatique » et estime que celui-ci ne relève pas de la production et l'emploi. Le gouvernement, ajoute-t-il, « a la volonté intellectuelle de suivre les économistes libéraux des années 30, comme si la baisse des salaires était la seule solution à la dépression ». Il propose enfin trois mesures portant sur les recettes budgétaires : l'impôt sur le capital, l'impôt progressif jusqu'à 5 % sur les fortunes, ainsi

« on se rappelle que son groupe socialiste le Parlement puisse contrôler le budget social de la nation ».

M. PHILIPPE MAURELLE (P.S., Gironde) critique le fait que le décalage entre les prévisions et les réalisations soit de 100 milliards. Il estime que la priorité industrielle n'est pas à la déflation, mais à la croissance. Il rappelle que son groupe socialiste le Parlement puisse contrôler le budget social de la nation.

Mme GRUENBERGER (R.P.R., Bas-Rhin) estime que le gouvernement « ne prend pas les mesures de ses objectifs » et souhaite un retour à la planification telle qu'elle était pratiquée par le général de Gaulle. Il ajoute que la priorité industrielle n'est pas à la déflation, mais à la croissance.

NOUVEAUTE EXCLUSIVE POUR LE 2500^e ANNIVERSAIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE CONFUCIUS

Dans un seul volume :

Les « Quatre Livres de la Sagesse » du Maître spirituel de la Chine, en édition monumentale, dans les deux langues, chinoise et française, avec pour la première fois de véritables estampes originales dans les pages de texte.

L'artiste a pour chaque double page un tableau différent d'inspiration des trois plantes sacrées du Maître spirituel de la Chine, le bambou, le peuplier et le pin. Les premiers livres sont les plus beaux, les plus riches en contenu. Pour découvrir ces œuvres, l'artiste a en outre de longues notes de travail dans la dernière et la dernière. Ainsi chaque page a été soignée et enrichie de 250 illustrations originales dans un seul volume.

Confucius, le plus grand Sage de la Chine, fût dans l'histoire de l'humanité un être exceptionnel. C'est lui qui a fondé la civilisation chinoise. Son œuvre nous révèle l'âme profonde de la Chine. On en retrouve l'empreinte non seulement dans la Chine actuelle, mais aussi dans notre civilisation occidentale.

Voici enfin toute l'œuvre du Maître spirituel de la Chine, réunie en un seul et même grand livre de 680 pages, dans une édition monumentale. Les illustrations ont été dessinées par la plume imprimée et, par conséquent, sont des œuvres originales et non des reproductions.

La fabrication du papier, l'impression, la reliure en peau de mouton, le décor à l'encre ont été confiés à des maîtres artisans, les plus compétents, les plus expérimentés.

Ce livre est un chef-d'œuvre d'art. L'édition, les couleurs, les illustrations sont de véritables œuvres d'art. Les illustrations sont de véritables œuvres d'art. Les illustrations sont de véritables œuvres d'art.

Garantie de revalorisation
Il est sûr que ce livre, une fois acquis, ne sera pas jeté. Les livres sont destinés à l'usage scolaire et universitaire. Ils sont donc destinés à être utilisés pendant de nombreuses années.

CADEAU
Si vous renvoyez le bulletin de souscription dans la semaine, vous recevrez, avec le livre, une estampe originale représentant un paysage chinois. Cette estampe de 14 x 21 cm est une véritable œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle vous restera précieuse, quelle que soit votre décision.

Jean de Bonnot.

BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT 74 St-Hippolyte, 75002 Paris 06 06

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessus, le « Livre de la Sagesse » de Confucius, ainsi que vos coordonnées pour recevoir le livre.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :
[] Paiement à réception, en espèces, le montant de 335,00 F.
[] Paiement à réception, en espèces, le montant de 335,00 F.
[] Paiement à réception, en espèces, le montant de 335,00 F.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des qualités de ce livre, je me réserve le droit de le retourner, sans frais, dans la semaine de sa réception.

Signature

POLITIQUE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE

L'impôt sur la consommation alourdira sensiblement la pression fiscale sur les petits et moyens revenus

Le projet de budget pour 1980, dont le Parlement a abordé l'examen mardi 18 octobre, ne devrait pas, selon le chef de l'Etat, augmenter la pression fiscale l'an prochain (allocution télévisée du 17 septembre). En réalité, on sait que la part des ressources des Français prélevée par le fisc s'accroîtra légèrement l'an prochain (« le Monde » du 14 septembre) ; l'Etat gardera simplement son bénéfice la

même part que cette année, le surplus étant versé aux collectivités locales et à la C.E.E. Une analyse par niveaux de revenus permet de mesurer la part de l'effort supplémentaire qui sera demandée à chacun. On a déjà vu dans ces colonnes (« le Monde » du 18 septembre) que, à parité d'achat égal, la grande majorité des salariés modestes paierait de 16 à 20 % d'impôt sur le revenu supplémentaire

l'an prochain, ce qui accroîtra la pression fiscale qui échoit sur eux (proportion de l'impôt par rapport aux ressources) de 0,4 à 0,7 % dans la plupart des cas, au seul titre de l'impôt sur le revenu. Si s'ajoutent une majoration de taxes sur la consommation concernant les téléviseurs, la vignette auto, le tabac et l'alcool, l'étude ci-dessous montre que ce second type de prélèvement supplémentaire sera plus lourd que

le premier pour les petits et moyens contribuables ; de 1 à 1,5 % des ressources dans la plupart des cas. De sorte que la pression fiscale s'alourdira sur ces contribuables de plus ou moins 2 % selon les cas. Pour les titulaires de hauts revenus, la pression fiscale augmentera, à parité d'achat égal, de 3 à 6 %, essentiellement à cause de l'aggravation de l'impôt sur le revenu.

L'une des caractéristiques du projet de budget pour 1980 est d'ajouter à un alourdissement de l'impôt sur le revenu (1) une majoration de quatre taxes sur la consommation : taxes sur les téléviseurs, vignette sur les automobiles, taxes sur le tabac et sur l'alcool. Il est intéressant de connaître l'incidence respective de ces diverses « rallonges » fiscales pour chaque niveau de revenus. C'est ce qui a été fait ci-dessous

dans le premier tableau, en partant d'hypothèses de consommation fondées sur les dépenses habituelles des ménages ayant ce niveau de ressources. Le projet de budget traite différemment la vignette auto (modèle et la puissance des téléviseurs. La répercussion est relevée dans les proportions inférieures (34 %) à la hausse globale du coût de la vie (10,3 % selon les données offi-

cielles) ; à l'inverse, l'automobile restera une forte pourvoyeuse de ressources fiscales (même si l'on néglige ici le poids des amortissements, qu'il est aussi question de réviser, alors que leur montant moyen en 1978 était de 701 F par automobile). Concernant la seule vignette-auto, l'impact des grosses cylindrées (10 CV et plus) sera lourdement répercuté (environ 50 % jusqu'à 18 CV et 217 % au-delà). Sur les

petites et moyennes cylindrées, la majoration de la vignette sera moindre, mais tout de même supérieure à la hausse prévue des prix : + 1,67 % pour les moins de 5 CV ainsi que pour les véhicules de 5 à 8 CV ; + 20 % pour les véhicules de 8 à 7 CV. Or ces dernières constituent 47,6 % du parc automobile français et 70,1 % avec les voitures de 2 à 4 CV. La puissance fiscale moyenne des véhicules possédés par les oc-

viens est en effet de 3,94 CV, pour les contribuables de 3,30 CV pour les employés de 3,51 CV et pour les cadres moyens de 3,38 CV. Les petits et moyens contribuables seront donc largement concernés par le roulement de la vignette.

Les droits applicables aux différents alcools (indépendamment de la TVA, qui reste sur eux au taux normal de 17,6 %) seront majorés de 20 % sur les eaux-de-vie, les spiritueux, les rhums et les apéritifs à base de vin. Pour les boissons, la hausse atteindra 31,9 % et pour les autres boissons alcoolisées (vins, bières, cidres, 10 %). Par contre un peu plus. Lors de la présentation du budget, il a été promis par M. Fajon que la hausse ne dépasserait pas 10 % pour les consommateurs. On voit mal comment ce taux serait respecté.

Si l'on estime à environ 8 % de la consommation alimentaire des

ménages, le poids de la dépense en boissons alcoolisées, et que les contribuables parviennent à limiter à 10 % la hausse finale pour le consommateur, l'incidence sur les budgets familiaux n'en sera pas moins sensible : 14,9 par mois, par exemple pour une famille de quatre personnes de l'un des quatre types publiés par l'UNAF (2).

Quant au tabac, il va constituer un poids de plus en plus onéreux ; les dépenses augmenteront de 10 % environ, soit 40 centimes pour un paquet de Gauloises, 50 centimes pour les Gitanes, 70 centimes pour les autres marques. Les plus consommateurs et les plus cotés de Gauloises verseront en un an 146 F de plus à l'Etat et consacreront un peu plus de 200 F s'ils en fument quotidiennement deux. Le poids de cette dépense sera d'autant plus lourd que les revenus des fumeurs seront plus faibles.

L'effort fiscal supplémentaire prévu pour 1980

MAJORATION DES IMPÔTS (EN FRANCS)											PRESSION FISCALE SUPPL. (en % des revenus bruts de 1979)
REVENUS BRUTS EN 1979 (1)	SITUATION DE FAMILLE	IMPÔT SUR LE REVENU (2)	T.V.A. VIGNETTE (3)	VIGN. AUTO (4)	ALCOOLES (5)	CIGARETTES			TOTAL (6)		
						UN DERNI. PAQUET PAR JOUR	UN PAQUET PAR JOUR	DEUX PAQUETS PAR JOUR			
21 574 F	Célibataire	130	14	20	80	73,2 (5)	146 (6)	232 (6)	438	1,36	
	Couple sans enfant	47	14	20	120	73,2 (5)	146 (6)	401,5 (7)	602,5	2,18	
26 052 F	Célibataire	372	14	40	60	73,2 (5)	146 (6)	232 (6)	633	1,64	
	Couple sans enfant	123	14	40	120	73,2 (5)	146 (6)	401,5 (7)	138,5	1,81	
	Couple avec un enfant	75	14	40	120	73,2 (5)	146 (6)	401,5 (7)	630,5	1,83	
32 128 F	Célibataire	1 543	14	40	60	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	1 379,5	2,79	
	Couple sans enfant	418	14	40	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	1 052	1,88	
	Couple avec un enfant	401	14	40	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	1 043	1,80	
	Couple avec deux enfants	236	14	40	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	908	1,55	
38 240 F	Célibataire	1 728	14	60	60	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	2 063,5	2,34	
	Couple sans enfant	1 658	14	60	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	1 719	1,94	
	Couple avec deux enfants	678	14	60	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	1 352	1,63	
44 396 F	Célibataire	2 587	21	100	60	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	4 366,5	2,63	
	Couple sans enfant	2 155	21	100	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	3 285	2,37	
	Couple avec deux enfants	1 539	21	100	120	91,5 (5)	124,5 (6)	305 (6)	2 197	1,95	
50 500 F	Célibataire	1 853	21	100	60	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	9 637,5	2,35	
	Couple sans enfant	1 153	21	100	120	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	6 252	2,35	
	Couple avec deux enfants	618	21	100	120	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	3 264	2,39	
56 560 F	Célibataire	2 575	28	100	60	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	8 723,5	2,68	
	Couple sans enfant	2 148	28	100	120	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	6 222	2,37	
	Couple avec deux enfants	1 413	28	100	120	164,7 (10)	308,5 (10)	637 (10)	4 541	2,42	

(1) On a considéré ici que le pouvoir d'achat des ménages était resté stable en 1979, les variations de 1978 ont été révisées en conséquence, en 1979, on a donc utilisé le taux de l'inflation prévu cette année par les services de l'Etat. (2) Les revenus de 21 574 F (niveau de 1978) ont été considérés comme correspondant à un revenu net de 19 500 F, on a pris en compte un versement forfaitaire de 2 000 F, on a pris en compte un versement forfaitaire de 2 000 F, on a pris en compte un versement forfaitaire de 2 000 F.

(3) La hausse de la vignette auto (modèle et la puissance des téléviseurs. La répercussion est relevée dans les proportions inférieures (34 %) à la hausse globale du coût de la vie (10,3 % selon les données officielles) ; à l'inverse, l'automobile restera une forte pourvoyeuse de ressources fiscales (même si l'on néglige ici le poids des amortissements, qu'il est aussi question de réviser, alors que leur montant moyen en 1978 était de 701 F par automobile). Concernant la seule vignette-auto, l'impact des grosses cylindrées (10 CV et plus) sera lourdement répercuté (environ 50 % jusqu'à 18 CV et 217 % au-delà). Sur les

Si l'on récapitule ces évaluations en les classant par niveau de ressources (voir le premier tableau), on constate que la pression fiscale s'accroîtra dans la plupart des cas de plus ou moins 2 % (3 à 6 % pour les hauts revenus). L'alourdissement de la charge fiscale tendra surtout à l'impôt sur le revenu pour les revenus élevés (à partir de 40 000 francs par mois) et aux taxes sur la consommation pour les bas et moyens revenus. L'augmentation des « recettes de poche » en 1980 permettra donc sensiblement l'effet équilibrant de l'impôt progressif sur le revenu (voir le deuxième tableau). Pour les plus petits revenus (moins de 3 000 francs par mois), l'effet du second type de ressources (à savoir la consommation) sera plus lourd que celui de la fiscalité sur le revenu. En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

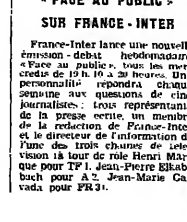
En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pourcentage à des prix majorés en raison de la taxation de la consommation augmentée plus vite que celle de l'impôt direct.

En conséquence, les familles à revenus modestes et moyens seront vraisemblablement obligées de consacrer une part plus importante de leur budget à la consommation. Pour être complet, il faudrait ajouter l'incidence de la TVA, qui s'ajoutera en pour

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



LE MONDE

[illegible]

RISE DROITE

[illegible]

de carte de desserts. Ouv. dim.
Décor classé monument histo-
rique. Carte de Desserts. Ouv. dim.
Petites légumes. Fête de Sois-
à citron.

**CHOUCHOUSTES DE
PLACES**

Carte. Ses salons de deux à
réputation mondiale.

grs St-Jacques. Compt. Fraises
par le patron. Cartes de crédit.

gastronomie d'OUTRES (dans une
cave), FABBING Piscine Deligny.
Surtout dimanches et lundi midi.
P. 3-40 : 120 P.

Gasconiques 108 P.
Bordeaux. 120 P. de crédit.

PARIS - C. le mond. Tél. 003-33-34.

MUNICH 37, rue de Buci, 8°
833-52-59
Choucroute - Spécialités

CHÔPE D'ALSACE T. L. Jour
833-52-15
c. du Panbourg-Montmartre, 8°
S. BANQ D'ÉPICES
es Choucroute, Jarréts - Grillades

LA CLOSERIE DES LHAS
1. boulevard du Montparnasse
328-70-59 - 039-32-88
Au piano Ryan Mayer

CHEZ HANS 3, pl. 18-Juin-1940
Paris Tour Mont-
martre, Couronette, Fraîche de
fruit toute l'année. Ouvert jusqu'à
h. du matin. Tél. 555-96-52

ALSACE AUX HALLES T.L.J.Fe
16, rue Coquillière, 1^{er}. 236-74-24
Spéc. d'Alsace : choucroute 29, plats en creuse = la choucroute 27,
coq Riesling 35, les 3 choucroutes, Poissons, grillades, sa cave.

Festival d'automne

J. EVUENS Mâtinon (309 - 23-80) et
Jusqu'à 12 décembre.

LEIGRE LEPOLLEYEN. Peintures.
— Hôtel de Strasbourg. Jusqu'au
23 octobre.

RENÉ LAURE, Peintures récentes.
— Galerie d'Art, 22, rue de Beaune.
Jusqu'au 3 novembre.

MICHAEL LECHNER, Dessins.
— Galerie Lucien Durand, 19, rue Ma-
zarine. Jusqu'au 16 novembre.

L.S. CLOAREC, Peintures et des-

PERFORMANCES
MUSIQUE, ART, DANSE

Chapelle de la Sorbonne, le 16,
à 20 h. 30 : J. Bachelot ; le 17,
à 17, à 20 h. 30 : J. Bachelot ;
Maggie Payne; les 19 et 20,
à 20 h. 30 : P. du Marais;
le 23, à 20 h. 30 : J. Maréchal.

THEATRE

Forte-Saint-Martin, les 11 et 23,
à 20 h. 30 : Les Femmes de
la Tour ; le 12, à 20 h. 14 et 20 h. 30 :

JUQUÉAN. — (17 novembre.)
CLAUDES' LHOSTE. Sculpteur.
d'animaux. — L'Espace du Cén-
cenaire, 94, rue Rambuteau (233-02-26).
Juquéan 8 novembre.

MAYO. Peintures. — Galerie Vel-
mont, 22, rue de Seine (334-06-75).
Mayo 21 octobre.

MARIO KIEZK. — Galerie Durand
Dessert, 43, rue de Montmorency
(277-63-60). Juquéan 24 octobre.

Phots. des Femmes : les 15 et
33, à 20 h 21, la 21, à 14 h 30 :
à 19 h 30.

Saint-Denis, Théâtre Gérard-
Philipe : les 15, 19 et 26, à
20 h 30 ; le 21, à 27 h ; le 23, à
19 h 30 ; les Faussetes Con-
fidentes.
Gennevilliers, Théâtre, les 14, 19,
20, à 20 h 45, la 21, à 17 h ;
Mario et le magicien.
Chailly-sur-Loire, Théâtre (D. solr.
la), le 30, à 20 h 30, 208 dm, D. solr.

de France, 3, rue du P^e-Saint-Honoré (265-59-37). Jusqu'au 15 novembre.

ANNE-MARIE PECHEUR. Travaux récents. — Galerie le Dessin, 27, rue Guénégaud (533-04-58). Jusqu'au 27 octobre.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

GRAND REX ^{2 PLACES} - **OSC ERMITAGE** ^{2 PLACES} - **NAPOLEON** ^{1 PL} - **LA ROYALE DISNEY** ^{1 PL}
MARAMAR ^{1 PL} - **MISTRAL** ^{1 PL} - **MAGIC CONVENTION** ^{1 PL} - **OSC GOBELINS** ^{1 PL}
OSC DANTON ^{1 PL} - **TROIS MURAT** ^{1 PL}
 en vf : **VERSAILLES** Cymme - **ROSNY** Arbel - **MOGENT** Arbel - **ENGIEN** François
SAINT-BERHAUM cz2 - **PANTIN** Carasso - **SARCELLES** Fiamelles - **AULNAY** Parnoux
ORSAY vf - **ARGENTEUIL** Gamme - **CRETEIL** Arbel - **LA VARENNES** Parnoux

Walt Disney Productions
LES VISITEURS
D'UN AUTRE MONDE

*Ils reviennent
de "la Montagne
Ensorcelée"
avec des pouvoirs
encore plus*

Bette Davis Christopher Lee
 OF *SEVEN*
Kim Richards, Ike Eisenmann
 Costar **MALCOLM MARMORSTEIN** *Orville's best friend*
Presented by **RON MILLER** & **JEROME COURTLAND** *Edited by* **JOHN HOUGH** *Theater*

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

50

[illegible]

Théâtre

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

[illegible]

Les salles municipales

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-22-24), mer., sam. et dim., 15 h.
Circus Grims & l'ancienne.
THEATRE DE LA VILLE (274-11-24),
(D., L.), 18 h. 30 : Sol ; le 24, à
20 h. 30 : Gin Game.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS
(278-62-65), (D., L.), 20 h. 30 :
Quand ?

Les autres salles

[illegible][illegible][illegible]

Les cafés-théâtres

CAFE D'EDGAR (322-11-03) (D.),
I : 19 h. 30 : les Babouches :
20 h. 30 : Coupe-moi le souffle :
22 h. : Deux Suisses ; II : 19 h. 45 :
Tallia ; 22 h. 30 : Popeck.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.)

Lesnières nouvelles

[illegible]

Concerts

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Festival d'Automne à Paris
co-production Byrd
Théâtre National Populaire
à partir du 21
EDIS
DE ROBERT
MISE EN SCÈNE ROBERT
THÉÂTRE DE PARIS 15,
LOCATION O
THÉÂTRE : 280.09.30 - PE
FNAC MONTPARNAISE

TANYA LO
ANDRÉ DUS
DANS
LA FRAÎCHEUR
DE
HERB GAR
MISE EN SCÈNE ET
RAYMOND R
SCÈNE
EMILIO CAR
COSTUME
ROGER JO
AVEC
JEAN-PIERRE GRANET - JEAN
ET
JEAN D
LOCATION OUVERTE 72

GAUMONT-COLIS
CINÉMA MONDE-OPÉRA
CLICHY-PATHE -
C 2 L Versailles - FLAN

après "SON
JEAN-PIERRE
**LE PIRATE
A CO**
dialogues JACQUES DREUX
GERARD HOFFMANN · LIS

**THEATRE
DE LA VILLE**

MATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
[20 h 30]
 places 23 et 42 F
24 octobre
 œuvres
 la saison dramatique
gin game
 ramai n'est pas ce qu'on pense
d. L. Coburn
 œuvres
 la saison
Jean Mercure
 en chœur
 à partir du 6 novembre
 succès de la saison passée
les trois
sœurs
 de Tchekhov
 mises en scène
Ludjan Plasil
[18 h 30]
 ne heurté sans entracte 18F50
 du mardi au samedi
avec sol
rien détonnant !
marc favreau
location ouverte
 2, place du Château
 tél. 274.11.24

Officine Fondation
Maire de Villeurbanne

octobre
ON
WILSON
BERT WILSON
RUE BLANCHE 9^e
VERTE
FESTIVAL : 296.12.27
RS : 544.70.26

LATHÉNÉE

octobre.
DUX
PERT

PIERRE COLLIET
DE L'AUBE
CONSTRUCTION
BOULEVARD
CANO
JAN
N-CLAUDE REGNIER
VY
6727 ET AGENCES
E - BALZAC - GAUL
A - 7 PARNASSIENS
QUINTEITE - BELLE-ÉP
DES Sorcelles - ARTE

MOCKY
EGE
NS
BVSQ CATHERINE I
ROY MICHEL FRAN

KCP
FORM 4-82
LEONARD
GOLDEN

COHEN
22 OCT/20 H PAV DE PARIS



Loc. 13 FNAC/CLEMENTINE/NUGETS

 **THEATRE DE LA
COMMUNE
D'AUBERVILLIERS**
JEUNE THEATRE NATIONAL

ANECDOTES PROVINCIALES
d'Alexandre Vampilov
par Gabriel Garreaud
et Yutaka Wada

*"Le rire qui vient de l'Est" Bruno
Villier, Le Nouvel Observateur.*
*"Le dialogue fait penser à Cour-
tesine, la hargne critique à
Jean Anouilh..." Michel Cournot,
Le Monde.*

Mardi 21 - 30. Mercredi vendredi
samedi 22 - 30. Dimanche 27
Reservations : 833.16.16.

CENTRES CULTURELS

C

ETRANGERS

CENTRE CULTUREL ALLEMAND
17 avenue d'Alsace - 18^e
arrondissement

17 avenue d'Alsace - 18^e

Emigration :
officine d'hommes ?
officine de femmes ?

TROIS COLLOQUES
Vendredi 23 octobre, à 18 heures
Changement des rôles tradition-
nels de l'homme et de la femme,
ses conditions psychologiques et
sociales.

Mardi 25 octobre, à 18 heures
soirées.

Les conséquences des changements de régime : les répercussions du passage d'un régime à un autre sur le mouvement social, la pensée sociale et politique et juridique.

Vendredi 27 octobre, à 18 heures
Séminaire thématique sur le champ de la criminalité de la femme et de l'homme en fonction des différents contextes artistiques.

Avec la participation de :
M. J. GARNIER, V. T. LAFITTE,
O. HANLIN, K. TRIPARIS, A. MICHOL,
J. C. BOUTIN, P. V. DUBREUIL,
A. SCHWARTZ et d'autres.

CENTRE CULTUEL SUÉDOIS
11 rue Pasteur-9°
Jeudi 26 octobre
EXPOSITIONS

PHILIP WOL SCHANTZ
peintures, aquarelles, lithographies

L'ARTISTE ET L'ORDINATEUR
dessins, modèles et graphes
construits au dessin électronique.
Lundi, vendredi, 12 à 15 heures ;
samedi, dimanche, 14 à 15 heures.

MONT-RICHELIEU
GAUMONT-SUD
NEN-PATHÉ Thiois
Nogent - ARGENTEUIL

Le Monde

JUSTICE

Après les incidents du mois de février Un anarchiste italien est jugé à Lyon pour incitation à la violence

De notre correspondant

Lyon. — M. Pier Paolo Goegan, vingt-huit ans, militant anarchiste libertaire de nationalité italienne, a comparu, mardi 16 octobre, devant la sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon. Il était prévenu d'avoir, par ses écrits dans la revue *L.R.I.* (Informations révolutionnaires et libertaires), « directement provoqué aux crimes d'insurrection et de destruction (...) sans que cette provocation ait été suivie d'effet ». Le deuxième motif de reproche devant la juridiction lyonnaise concernait la diffamation induite d'un titre de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la C.E.E. sur la foi « de fausses déclarations d'emploi et de domicile ». Le cas de M. Goegan, un moment l'objet d'un arrêté d'expulsion, avait ému les milieux judiciaires lyonnais.

Le 6 février, après un meeting de l'Université à Lyon, des « éléments incontrôlés » avaient prolongé de façon violente la manifestation de protestation des mouvements de gauche. Deux victimes d'agressions intermédiaires avaient été déportées et d'autres dégradations commises dans le centre de la ville (le *Monde* du 8 février). Plusieurs interpellations eurent lieu les jours suivants. M. Goegan fut ainsi interpellé le 27 mars et maintenu en détention jusqu'au 4 avril.

Le jeune Italien fut d'abord poursuivi en vertu de la loi antiracisme, puis le magistrat instructeur renvoya à cette qualification pour prononcer une inculpation — relative au droit de la presse — d'incitation à la violence. M. Goegan écrivait notamment, peu avant la soirée du 6 février : « Il n'empêche qu'une mobilisation sur le terrain de l'antiracisme (spécifique...) sera plus efficace si elle se diversifie en provoquant nombre de petites crises, lieux de rencontre, d'explication des décisions des instances, des lieux d'association réactionnaires aux boîtes intermédiaires de travail ou noir qui

société

Le procès du talc Morhange

Les désordres de La Setico

« A la Setico, qui effectuait le conditionnement de talc Morhange, il y avait du talc partout, sur toutes les surfaces horizontales, le sol, les tables », est venu expliquer Mme Christiane Reverdi, inspectrice du travail, mardi 16 octobre, devant le tribunal de Pontolise qui examine, depuis le 3 octobre, l'affaire du talc Morhange (le *Monde* des 4, 6 et 13 octobre). Mme Reverdi avait fait une visite de routine dans cette entreprise le 15 juin 1972, plus de huit jours avant la greve d'une semaine que la direction invoque pour expliquer le désordre des locaux.

En plus de ce désordre et l'encombrement de tous les ateliers et magasins, déjà signalés par plusieurs experts, Mme Reverdi a constaté que « l'absence de conditionnement de talc était en très mauvais état ». « J'ai insisté sur la nécessité d'évacuer les poussières de cet atelier, a-t-elle ajouté; la personne qui m'accompagnait en a contesté l'existence ». Cette même personne n'a pu donner aucune réponse aux demandes de Mme Reverdi sur la composition des talcs.

L'inspectrice du travail avait également dressé une liste des modifications à faire dans l'entreprise : protéger les parties mobiles dangereuses sur les machines, mettre en place une protection contre l'incendie, vérifier les installations électriques, accorder les installations sanitaires. A sa dernière visite, en septembre 1972, Mme Reverdi a dit dresser un procès-verbal car la plupart de ses injonctions n'avaient pas été suivies d'effet.

Un policier inculpé et écroué après la cambriolage d'une armurerie. — M. Yves Léon, trente-deux ans, gardien de la paix à Vincennes (Val-de-Marne), accusé d'avoir servi d'intermédiaire pour revendre des armes après le cambriolage d'une armurerie, a été inculpé de recel, mardi 16 octobre, et écroué à la maison d'arrêt de la Santé. Il a immédiatement été suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur.

Le « groupe de travail de lutte contre l'alcoolisme » a été mis en place au ministère de la santé

Le « groupe de travail de lutte contre l'alcoolisme », présidé par le professeur Jean Bernard, a été officiellement investi dans ses fonctions, mardi 16 octobre, par le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Jacques Barrot. Ce groupe, créé par arrêté le 10 août, comprend quinze personnalités qualifiées et représentatives des milieux médicaux, des universités, des administrations, des associations d'usagers, des associations de parents d'adultes atteints de l'alcoolisme et la présence d'un « docteur alcool » dans chaque hôpital.

Depuis la III^e République, le nombre de groupes qui ont tenté de lutter contre l'alcoolisme ne se compte plus. Les études gouvernementales de la III^e République, puis de la IV^e République, se sont heurtées sans succès au problème — et aux groupes de pression des producteurs d'alcool — parfois au prix de leur propre survie politique. Le groupe de travail mis en place mardi échappera-t-il, compte tenu de la personnalité de ceux qui le composent, à cette sorte d'inefficacité ou d'impasse ? — C. B.

LE CHEF DE L'ETAT A PRESIDE UN CONSEIL RESTREINT SUR L'ACCES DES CITOYENS A LA JUSTICE

Un conseil restreint s'est réuni le mardi 16 octobre à l'Elysée, consacré à la justice et en particulier aux problèmes posés par l'accès à la justice. M. Barre, Berthelin, garde des sceaux, et Bonnet, ministre de l'Intérieur, participaient à ce conseil restreint, ainsi que le directeur du budget.

Ont été examinés en particulier les problèmes posés aux tribunaux par l'accroissement rapide, depuis 1975, du nombre des affaires dont ils sont saisis. Cet accroissement résulte des réformes intervenues pour faciliter l'accès à la justice. Le ministre de la Justice (pour les tribunaux judiciaires) et le ministre de l'Intérieur (pour les tribunaux administratifs) préparant un plan à moyen terme destiné à moderniser le fonctionnement des juridictions et à réaliser le meilleur emploi des moyens supplémentaires nécessaires dont la disposition pour faire face à leurs charges.

Le 16 octobre, le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Jacques Barrot, a déclaré M. Jacques Barrot à l'occasion de la mise en place du « groupe de travail de lutte contre l'alcoolisme ». Ce groupe, créé par arrêté le 10 août, comprend quinze personnalités qualifiées et représentatives des milieux médicaux, des universités, des administrations, des associations d'usagers, des associations de parents d'adultes atteints de l'alcoolisme et la présence d'un « docteur alcool » dans chaque hôpital.

Quand Porsche a vu la Colt Mitsubishi, il a très vite su ce qu'il lui restait à faire.



Le centre d'information unique en France

1769 2 493

POTENTIALITE UNE LISTE

CHAMBRE SYNDICALE

EDITORIAL

Le F.N.A. M. une organisation active et efficace du service du public des professions indépendantes

Le centre d'information unique en France

1769 2 493

POTENTIALITE UNE LISTE

LA CATASTROPHE DE LA COTE D'AZUR

Sept morts et trois disparus sur le littoral de la baie des Anges

La digue du futur port de Nice gravement endommagée

Nice. — Sept morts et trois disparus : tel est le chiffre provisoire des victimes du phénomène géologique et de la vague dévastatrice qui, mardi, entre 14 heures et 14 h 15 environ, se sont produits sur la Côte d'Azur, affectant plus particulièrement la zone littorale de la baie des Anges comprise entre Nice et Antibes. A Nice, l'embouchure du Var, c'est un quartier de 300 mètres de long sur une profondeur de 100 mètres — constituant l'essentiel d'une des digues du futur port de commerce, au sud de la nouvelle plate-forme de l'aéroport, elle aussi gravée sur la mer — qui a été littéralement aspiré, entraînant onze ouvriers et 7 travailleurs. Dix d'entre eux ont succombé, frappés d'apoplexie. Trois autres ont été saisis en extrême alerte, à 3 kilomètres environ du rivage. A Antibes, où le quartier de la Salis a été complètement dévasté, les coups de boutoir d'une

vague énorme, déferlant après que la mer eût totalement reculé sur près de 300 mètres, a coûté la vie à une passante, Mme Madeleine Talon, quatre-vingt-trois ans, et provoqué des dégâts considérables : une vingtaine d'immeubles sinistrés, des dizaines de voitures emportées et des balcons, dont le nombre n'a pu être encore déterminé, arrachés à leur mouillage et projetés sur les quais et la chaussée.

A Port-Saint-Laurent-du-Var, la mer a balayé littéralement de 100 à 120 mètres avant d'être

observée au port de Nice, avec une amplitude de 0,80 à 1,20 mètre, à marée basse (120 à 150 mètres) et à Port-Croix, à Cannes. Ce brusque reflux a causé, dans de nombreux bateaux, qui se balançaient, des dommages

De notre correspondant

Il n'y a pas été possible jusqu'à présent de donner une explication absolument certaine de la cause du phénomène, dont on connaît seulement les effets. Tout est passé comme si une force gigantesque avait aspiré la mer avant de la rejeter.

Il faudra attendre le résultat des analyses des différents enregistrements effectués pendant le phénomène pour disposer d'une base d'analyse solide.

M. Joli, le ministre des transports, a dépêché à Nice un membre de son cabinet, accompagné d'un inspecteur général de la météorologie et d'un inspecteur général des ponts et chaussées. Ils seront portés à l'heure de leur départ, à l'issue de leur tournée, de déterminer les causes du phénomène et d'évaluer l'im-

portance des dégâts. Il leur appartient aussi de déterminer les répercussions de cet accident naturel sur les travaux d'extension et de l'aéroport, estimés à 90 millions de francs.

D'autre part, le préfet des

Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambert, a annoncé mardi soir au conseil général qu'il avait donné des consignes aux policiers et aux gendarmes pour conseiller à la population de ne pas s'approcher des points du littoral pouvant présenter un nouveau danger.

MICHEL VIVES.

Plusieurs hypothèses pour un mini-tsunami

Le phénomène qui s'est produit mardi 16 octobre sur le littoral méditerranéen, entre Antibes et Nice, ressemble assez à un tsunami. Il s'agit d'une oscillation de la mer provoquée par un séisme, une éruption volcanique ou un important glissement de terrain sous-marin. La mer s'est élevée de 1 mètre, puis s'est précipitée dans la baie, provoquant un important glissement de terrain sous-marin. La mer s'est élevée de 1 mètre, puis s'est précipitée dans la baie, provoquant un important glissement de terrain sous-marin.

DÈS OCTOBRE 1977 Un chercheur et des écologistes avaient souligné le danger des grands travaux entrepris à l'embouchure du Var

Nice. — « Nous avions tiré la sonnette d'alarme, mais personne n'a voulu nous écouter », déclarent les écologistes de la Côte d'Azur après le phénomène marin qui s'est manifesté mardi entre Nice et Antibes. Dès la fin d'octobre 1977, le Groupement des associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur (G.A.D.E.A.) avait en effet alerté l'attention des autorités administratives et des élus sur les menaces de sécurité que posaient les travaux d'extension de l'aéroport de Nice — Côte d'Azur, et de la création d'un nouveau port de commerce à proximité de l'embouchure du Var. L'Association Nice-Écologie, présidée par le docteur Jean-Benoît, conseiller municipal de Nice (liste Écologie), avait souligné les risques écologiques liés à la création d'un nouveau port de commerce à proximité de l'embouchure du Var. L'Association Nice-Écologie, présidée par le docteur Jean-Benoît, conseiller municipal de Nice (liste Écologie), avait souligné les risques écologiques liés à la création d'un nouveau port de commerce à proximité de l'embouchure du Var.

De notre correspondant régional

écrit-il, le plateau deltaïque sous-marin, du fait de sa morphologie conique et de sa faible profondeur (15 à 25 mètres), est particulièrement vulnérable aux perturbations. Les vibrations engendrées par le choc des houles sur ces fondes maritimes, avec une énergie maximale, des fonds et le sédiment n'est pas en équilibre, composé de matériel rapidement sédimenté et non consolidé. Les vibrations engendrées par le choc des houles sur ces fondes maritimes, avec une énergie maximale, des fonds et le sédiment n'est pas en équilibre, composé de matériel rapidement sédimenté et non consolidé.

normales, dues à la consolidation inégale, a constaté à plusieurs reprises le remblai au moyen d'un sondeur. Les travaux de consolidation des 1960-1970 ont été précédés par des travaux d'agrandissement du port, effectués par l'ingénieur Louis Mézière, et exportés par la mer dans le monde entier, ces méthodes paraissent présenter toutes les garanties techniques de fiabilité. Il convient cependant de remarquer qu'elles étaient utilisées sur un chantier de terrassement d'une échelle tout à fait limitée.

GUY PORTE.

SPORTS

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE INTERCLUBS DE TENNIS

Une finale reportée

Le titre de champion de France des clubs n'a pas pu être attribué, le lundi 15 octobre, à Nice, les compétitions ayant été perturbées par les intempéries. Les deux équipes finalistes, Nice L.T.C. et le Racing Club de France, ont décidé de se

recontrer en avril 1980, lors des qualifications du grand prix de Nice. Toutefois, cette décision doit encore être approuvée par la Fédération Française de Tennis, qui prévoit que les compétitions aient lieu avant la fin de 1979. En tout état de

cause, les clubs sont convaincus que Nice L.T.C. représentera la France en Coupe d'Europe des clubs en 1980. Reste que la formule des interclubs paraît devoir être revue.

De notre envoyée spéciale

clubs. A terme, je souhaite qu'un arrive à la solution de deux équipes : l'une réservée aux professionnels, la seconde aux amateurs — la tout restant sous la coupe fédérale.

C'est sur ce point que le désaccord est le plus profond avec l'Union nationale des joueurs, qui, fondée en 1977, réunit les clubs de joueurs Français. A l'exception de Jauffret, Barthe et Hagelauer, « En France, une bonne vingtaine de clubs n'aient pas de la compétition, et une vingtaine d'autres sont semi-professionnelles. Dans Nagelien, Or, en tant qu'association régie par la loi de 1901, la Fédération ne peut pas encaisser des cotisations de joueurs. Le but de notre association est de nous faire entendre dans les instances fédérales, et nous ne pouvons pas le faire autrement. »

Votre retraite mise en jeu ?

Votre retraite représentera-t-elle 50 %, 60 %, 80 % de votre salaire actuel ? Vous devez être capable de répondre sans hésiter, si vous avez su prévoir, organiser et assurer au mieux votre situation matérielle future. Mais avez-vous pensé à tout ? Les moyens sont nombreux et variés, les avez-vous tous envisagés ?

Faites le point sur votre retraite

Deuxième volet du grand Jeu-test publié par le Journal des Finances (numéros des 11 et 18 octobre).

JOURNAL DES FINANCES

En vente chaque jeudi dans les kiosques et les librairies. Le numéro 6 F.

Adressez votre carte de service à : Journal des Finances, Service MO, 122, rue Réaumur, 75002 Paris, pour recevoir nos conditions d'abonnement d'essai.

Entrepartie financière

D'abord, on conclure que, pour la plupart des vingt-cinq millions de joueurs français, la Coupe d'Europe des clubs n'est qu'une corvée. Et c'est cela, à une époque où l'argent de la Coupe du monde est si rare, qui explique le désaccord de la Fédération Française de Tennis. Dans ce domaine, M. Pierre Pecqueur, président du Nice L.T.C. (le club de l'Union Nationale des joueurs Français), a l'habitude de répondre : « Sur notre budget 1979, nous avons réservé 200 000 francs à l'ensemble de nos huit millions de joueurs. En contrepartie, ils prennent l'engagement de consacrer deux week-ends de l'année aux championnats interclubs. » Il ne faut donc pas se faire d'illusions : dans les autres équipes, la pratique n'est rigoureusement identique. Bref, certains joueurs ne participent pas à la Coupe d'Europe, mais parce qu'ils y sont tenus. Quant à la Fédération, qui devrait être le maître d'œuvre de l'organisation, elle laisse volontiers le soin aux clubs de gérer la Coupe d'Europe.

clubs. A terme, je souhaite qu'un arrive à la solution de deux équipes : l'une réservée aux professionnels, la seconde aux amateurs — la tout restant sous la coupe fédérale.

C'est sur ce point que le désaccord est le plus profond avec l'Union nationale des joueurs, qui, fondée en 1977, réunit les clubs de joueurs Français. A l'exception de Jauffret, Barthe et Hagelauer, « En France, une bonne vingtaine de clubs n'aient pas de la compétition, et une vingtaine d'autres sont semi-professionnelles. Dans Nagelien, Or, en tant qu'association régie par la loi de 1901, la Fédération ne peut pas encaisser des cotisations de joueurs. Le but de notre association est de nous faire entendre dans les instances fédérales, et nous ne pouvons pas le faire autrement. »

clubs. A terme, je souhaite qu'un arrive à la solution de deux équipes : l'une réservée aux professionnels, la seconde aux amateurs — la tout restant sous la coupe fédérale.

C'est sur ce point que le désaccord est le plus profond avec l'Union nationale des joueurs, qui, fondée en 1977, réunit les clubs de joueurs Français. A l'exception de Jauffret, Barthe et Hagelauer, « En France, une bonne vingtaine de clubs n'aient pas de la compétition, et une vingtaine d'autres sont semi-professionnelles. Dans Nagelien, Or, en tant qu'association régie par la loi de 1901, la Fédération ne peut pas encaisser des cotisations de joueurs. Le but de notre association est de nous faire entendre dans les instances fédérales, et nous ne pouvons pas le faire autrement. »

clubs. A terme, je souhaite qu'un arrive à la solution de deux équipes : l'une réservée aux professionnels, la seconde aux amateurs — la tout restant sous la coupe fédérale.

C'est sur ce point que le désaccord est le plus profond avec l'Union nationale des joueurs, qui, fondée en 1977, réunit les clubs de joueurs Français. A l'exception de Jauffret, Barthe et Hagelauer, « En France, une bonne vingtaine de clubs n'aient pas de la compétition, et une vingtaine d'autres sont semi-professionnelles. Dans Nagelien, Or, en tant qu'association régie par la loi de 1901, la Fédération ne peut pas encaisser des cotisations de joueurs. Le but de notre association est de nous faire entendre dans les instances fédérales, et nous ne pouvons pas le faire autrement. »

Pour TOU

Chez VO 15.700

Choisissez votre service hôtelier

15 700 F une semaine

Pour une documentation

Bureau Pierre et Vacances

مكتبة من الأصل

CARNET

Nécessaires

— Jean-Paul et Catherine BUCKINGHAM ont la joie d'annoncer la venue de leur fille, née le 18 octobre 1979.

Mariages

— Mme et M. Pierre VANNOYE ont le plaisir de vous annoncer le mariage de leur enfant.

Décès

— Yveline (Sainte-Luce), la fille de Mme et M. Pierre VANNOYE, est décédée le 18 octobre 1979.

VENTE A VERSAILLES

— VENTE AUX ENCHÈRES A VERSAILLES DIMANCHE 21 OCTOBRE A 14 heures

Remerciements

— Simone, Maryvonne et Michel CHAVANNE remercient les nombreux amis et proches qui leur ont témoigné leur sympathie.

Messes anniversaires

— Pour le centenaire de la naissance de son père, M. Louis CHAVANNE.

Communications diverses

— R.P.I. (Economie, planification, informatique), 4, rue Saint-Barthélemy.

Messes

— On nous prie d'annoncer qu'une messe sera célébrée le jeudi 18 octobre.

Swing en or.

— Le 18 octobre 1979, des amis et des collaborateurs de M. et Mme Robert Fournier.

DIAMANTS

— DIAMANTS NEUS - SAPHIRS - ÉMERILLES ACHATS - VENTES EXPERTISES GRATUITES INVESTISSEMENTS

Aldebert

— 74, rue de Valenciennes, Paris 10. Tél. 56.12.17.

Pour TOUROPA, Paris n'est pas le centre du monde.

(Avec TOUROPA, vous pouvez partir de votre région.)

TOUROPA. 1^{re} marque européenne de vacances.

Nous avons sélectionné 1000 Agences de voyages en France. Renseignez-vous.

AVORIAZ

Chez vous dans un deux pièces. 15.700 F une semaine à vie.

600 km de pistes franco-suisse, le Village des enfants, des rues-pistes sans voitures.

Deux pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances.

Choisissez entre deux formules de multi-propriété dont l'une propose service hôtelier et forfait sports et loisirs.

15.700 F une semaine à vie en janvier; 17.900 F en mars.

REBERTY-LES-MENUIRES

Le grand ski des Trois Vallées. 6.000 F une semaine à vie.

Un village de charme à côté de la station animée des Menuires. 400 km de pistes à votre porte.

Le studio au 3 pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances.

6.000 F un studio une semaine à vie en janvier; 16.900 F un 2 pièces en janvier-février.

Pierre et Vacances

Bon pour une documentation multipropriété location

Formulaires

Nom, Tél. bureau, Adresse, Profession, Tél.

Pierre et Vacances

105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 285.19.64.

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

Une initiative des défenseurs des énergies nouvelles

Un lobby solaire

Les initiateurs du Jour du soleil — qui fut célébré en France le 22 juin dernier — ont annoncé, mardi 10 octobre, à Paris, la création d'un comité d'action pour le solaire. Objectif : faire pression sur l'opinion et les pouvoirs publics pour accélérer le programme solaire français.

Le Jour du soleil, qui associe l'intérêt et raconte le succès que l'on ait (le Monde du 27 juin), ne restera donc pas une manifestation sans lendemain. Ses organisateurs — M. Serge Antoine et Jean-Claude Caill, hauts fonctionnaires au ministère de l'Environnement, Louis Bérat, journaliste à l'Antenne 2, Brice Lalonde et Jean de Rosnay, écologistes — ont décidé de créer un Comité d'action pour le solaire (1).

L'alternative solaire, a expliqué Louis Bérat, nécessite à présent une mobilisation politique, jour après jour, pour le faire entrer dans les faits, dans tous les domaines, avant qu'il n'ait, en raison, une nouvelle société énergétique.

Le comité, dont les statuts vont être déposés, sera, de l'avis même de ses initiateurs, « un lobby », c'est-à-dire un groupe de pression. Il veut encourager la promotion de l'énergie solaire et modifier les comportements des responsables comme des particuliers.

Trois objectifs immédiats

Le comité se fixe trois objectifs immédiats : développer une information « totale et honnête » sur les possibilités du solaire, réaliser des expositions de matériel et des expérimentations, accorder des bourses aux jeunes chercheurs. Le comité groupe des industriels — E.D.F., Laro-Sumner, Elf Total, Mazda, Lazerlight (châssis-soleil), le Crédit agricole, les pompes Guinand ont déjà donné leur accord — des représentants de grandes associations et des personnalités qualifiées. Il estime pouvoir déjà compter sur un budget d'intervention de 1,5 million de francs pour 1980. Selon les ardeurs du comité, cette somme sera probablement doublée.

Cette intervention d'un groupe de pression « à l'américaine » a lieu alors que le côté officiel affirme que l'on ne peut faire davantage. Dans une réponse à une question écrite de M. Jacques Thyrard, sénateur (R.I.) du Lot-et-Garonne, M. André Giraud, ministre de l'Industrie, définit ainsi les espoirs de la France : le soleil devrait assurer 5 % de notre consommation d'énergie soit l'équivalent de 16 à 17 millions de tonnes de pétrole en l'an 2000. « Cet objectif, poursuit le ministre, signifie la mise en place de 5 millions de chauffe-eau solaires et de plus de 2 millions de 102 m² de panneaux solaires.

« Mais le « solaire » n'est pas le bois et les récoltes végétales. De ce côté, on espère « relati-

Greive au soleil

Les créateurs du Comité d'action pour le solaire veulent justement repousser ces limites. Contrairement à M. Giraud qui n'avait pas prévu de la part de la Grande-Bretagne, « n'est pas tolérables ».

« Notre but », a précisé M. Louis Bérat, n'est pas de faire les choses nous-mêmes, mais d'obtenir une accélération du programme solaire français. En créant le comité, le ministre de l'Industrie a permis de faire passer le projet de loi de la République avait souhaité que le nouveau organisme soit le centre de la politique nationale à l'énergie solaire il y a vingt ans. Or, il y a vingt ans, le budget du C.E.A. atteignait déjà 3 milliards de francs. Le total du budget solaire français dépasse à peine 200 millions. Le soleil est donc délaissé, au regard des promesses officielles et des espérances du solaire. C'est pourquoi, dès le semaine prochaine, nous interviendrons auprès des parlementaires pour que les crédits solaires soient augmentés, à l'occasion de la discussion du budget.

La gouvernement, qui veut être tout dévoué à consacrer l'effort de ses efforts au développement accéléré du nucléaire, se défend par la bouche de M. Giraud en émettant des comparaisons internationales. Selon le ministre de l'Industrie, « l'effort français est en fait un très honorable deuxième place dans le monde, avant l'Allemagne et le Japon, comme l'indique le tableau qui résume les budgets solaires des quatre principaux pays solaires dans ce domaine : États-Unis : 2 450 millions de francs, soit 11,70 F par habitant ; France : 211 millions de francs, soit 3,50 F par habitant ; R.F.A. : 181 millions de francs, soit 2,50 F par habitant ; Japon : 78 millions de francs, soit 0,70 F par habitant.

Les animateurs du lobby solaire français « ont présenté argument de ce tableau pour souligner le retard déjà pris par notre pays par rapport aux États-Unis. « Si nous n'accélérons pas significativement notre effort, demain, c'est encore l'Amérique qui, comme elle le fut pour les centrales nucléaires, nous verra des brevets solaires dans quelques années.

MARC AMAROSSE-RENDU.

(1) Comité d'action pour le solaire, 7, rue du Lac, 92015 Paris.

PÊCHE

REGAIN DE TENSION ENTRE LONDRES ET PARIS

Un langoustier breton est à nouveau arraisonné par les garde-côtes britanniques

Pour la troisième fois en moins de deux mois, un langoustier de Saint-Guenol (Finistère), le *Monseigneur-Couët*, s'est arraisonné le 16 octobre par des garde-côtes britanniques, dans un péchal, à l'entrée de la mer d'Irlande. Le chalutier pêche avec un filet dont les mailles (55-60 millimètres) sont conformes aux normes françaises et européennes mais contraires à celles qu'impose d'appliquer les autorités britanniques (70 millimètres).

« Le seul langoustier français des transports, s'est vivement élevé contre cet arraisonnement, estimant que l'attitude de la Grande-Bretagne « n'est pas tolérable ».

Au cours d'un discours prononcé devant l'Académie de marine, le ministre a déclaré que « la Grande-Bretagne, au mépris du régime communautaire, veut imposer le respect de mesures

antérieures ». M. Le Theule a ajouté : « La règle du jeu communautaire doit passer à tous les pêcheurs de la communauté et c'est évident leur permettant d'écrire leur activité en toute sécurité économique et maritime. Les zones économiques nationales des États membres de la C.E.E. constituent une mer communautaire à laquelle les ressortissants européens doivent avoir libre accès ».

Le ministre des transports a demandé de rompre le 17 octobre sur le *Monseigneur-Couët*, l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, pour évoquer cette affaire. Enfin, les services de la marine marchande indiquent que « les langoustiers arrivés à 20 et 25 septembre pour l'expédition des commandes et fruits de mer, d'une part, pour compenser le manque à gagner des pêcheurs bretons, d'autre part, seront évidemment appliqués ».

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les entreprises d'Ile-de-France sont injustement pénalisées

estime M. Michel Giraud

Après accord du bureau, M. Michel Giraud, président de l'I.R.A. (Institut régional d'Aménagement du territoire), a annoncé le 16 octobre qu'il avait déposé auprès du préfet de région une demande de saisine de l'Assemblée régionale sur les questions relatives à l'emploi.

Il lui paraît en effet « indispensable de rechercher des initiatives qui puissent être véritablement prises pour améliorer l'emploi et en même temps améliorer le niveau de l'emploi ».

Quatre chapitres

Certes, cette orientation impose un « investissement de la politique nationale d'aménagement du territoire afin de remettre progressivement l'Ile-de-France sur un pied d'égalité avec les autres régions ». La procédure d'expérimentation administrative préalable à la construction de bureaux ou d'usines doit notamment être simplifiée. Quant aux références (système de base par secteur géographique) il faudrait les modifier selon la taille des entreprises pour ne pas pénaliser les P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises). M. Giraud a rappelé les quatre chapitres sur lesquels des initiatives en faveur de l'emploi peuvent être prises :

- Création d'un Institut régional de participation pour l'emploi, en créant un système de vente directe, sans intermédiaires, sans vendeurs, et en faisant fabriquer leurs propres modèles, les bureaux d'Aménagement du territoire ont un prix de 20 à 40 % en plus en regard de très sévères critères de qualité.
- Création d'un fonds régional de l'emploi pour la prévention et la reconversion industrielle, l'assistance à l'innovation commerciale.

TRANSPORT

Les contrôleurs de la navigation aérienne italiens donnent leur démission

De notre correspondant

Rome. — Le trafic aérien, en Italie, a menacé d'être paralysé. Les contrôleurs de la navigation aérienne italiens ont donné leur démission par lettre recommandée. Cette mesure devrait entrer en vigueur le vendredi 19 octobre à 8 heures du matin. Les contrôleurs de l'air réclament d'être logés à la même enseigne que leurs homologues européens. C'est-à-dire, avant tout, de ne plus appartenir à l'armée de l'air, avec toutes les contraintes que comporte un tel statut. La démissionnaire qu'ils réclament depuis des années devrait permettre d'améliorer leur conditions économiques. Actuellement, avec des salaires nets qui s'échelonnent de 1 800 F à 2 300 F par mois, les italiens sont très loin derrière les Français, les Britanniques et les

Allemands. Les mille trois cents officiers et sous-officiers chargés du contrôle aérien insistent, d'autre part, pour être plus nombreux. Ils ont des journées de travail énormément longues et doivent surveiller une douzaine de vols en même temps.

En principe, tout le trafic civil devrait être bloqué pour une durée indéterminée, à partir du vendredi 19 octobre. Même la survol du territoire italien serait interdit. Mais les autorités militaires envisagent de réduire la densité des avions, et d'ordonner à ceux-ci de travailler.

Le gouvernement de M. Cossiga réagit-il à résoudre ce conflit à temps ? Un projet de loi prévoyant la démissionnaire est à l'étude. On va sans doute en accélérer la publication ou prendre des mesures provisoires pour éviter une paralysie qui serait catastrophique.

ROBERT SOLE.

URBANISME

CORRESPONDANCE

Lille et ses H.L.M.

La publication dans le Monde du 26 septembre d'un article intitulé « Lille : la tour à vendre » a été l'occasion pour M. André Collin, président du groupe communiste au conseil municipal de Lille, nous écrire : « L'article de votre correspondant néglige un aspect : l'existence d'un conseil municipal de Lille et d'un conseil d'administration du P.H.L.M. (Prestataire d'Habitat Local Municipal) n'est pas inutile de savoir que la décision de vente de la tour a été prise, contre l'avis des élus communistes, par les élus socialistes et les représentants du pouvoir local. »

Il n'est pas question pour nous de laisser porter atteinte au patrimoine H.L.M. (un patrimoine déjà fortement compromis par la politique d'insécurité du pouvoir), pas question d'imposer aux locataires des loyers plus élevés (il y a déjà à Lille H.L.M. de mille un demi-milliard de centimes de retard de loyers).

C'est à l'Etat de prendre en charge la réhabilitation des logements, leur mise aux normes de sécurité, en réservant les étages supérieurs aux activités sociales de même qu'il appartient à l'Etat d'entreprendre la couverture du boulevard périphérique viticole.

P.T.T.

Selon la C.G.T.

TRENTE MILLE JEUNES POSTIERS ATTENDENT LEUR NOMINATION

La grève de l'ensemble des personnels des postes et des télécommunications, à laquelle appellent pour le 28 octobre les fédérations C.G.T. et C.F.D.T., n'est pas une décision unilatérale. Selon M. Louis Vianat, secrétaire général de la Fédération C.G.T. des P.T.T., « cette grève frappe la justification dans la situation dramatique que connaissent la plupart des services ».

La C.G.T. a calculé que le manque à gagner par rapport au seul maintien du service d'urgence, dépasserait en 1979, 500 F pour un agent de catégorie C. Il faut tenir compte d'ancienneté à un poste pour atteindre 3 000 F de rémunération mensuelle. Trente mille jeunes admis au concours attendent leur nomination.

Au moment où les télécommunications figurent au 1^{er} rang de la rentabilité et où l'industrie du téléphone et de l'informatique pèsent de substantielles déficits, « le personnel n'a droit qu'à la chance, aux temps morts, au contrôle du rendement, à la surveillance technique, à la remise en cause de ses droits à congé-maladie ».

ENVIRONNEMENT

« Les Journaux de l'eau » — Dans nos dernières éditions du 16 octobre, page 42, un mistake, dû à l'adresse où l'on pouvait se procurer le compte rendu des interventions prononcées au cours des « 10^{es} Journées scientifiques et techniques organisées sur l'eau » à l'Institut de l'Industrie et du Commerce, a été corrigé. Les adresses sont : 100, rue de la République, 92120 Montrouge. Tél. : 228-37-75.

Secouez la routine : consultez-nous !

Un titre ouvert à toutes les entreprises, grandes ou petites ; un titre dynamique, animé par des gens dynamiques qui résolvent positivement vos problèmes que vous leur posez ; un titre qui a la sympathie confraternelle des restaurateurs ; un titre qui, en fin et surtout, la reconnaissance de ces mêmes restaurateurs car il les rembourse plus vite. Consultez donc les responsables de ce titre qui a toutes les raisons de permettre au personnel de votre entreprise de prendre ses repas dans de meilleures conditions psychologiques pour commencer et, pourquoi pas, gastronomiques ?

Je suis intéressé par "Ticket-Repas" et désire recevoir :
☐ Une documentation complète,
☐ La visite d'un de vos collaborateurs.

Nom : _____
 Entreprise : _____
 Adresse : _____
 Tél. : _____

TICKET-REPAS
 212, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris - Tél. : 200.09.00



CORUM

Artisans d'Horlogerie Fine



Un authentique lingot d'or fin dans votre montre.
 Modèles déposés. Cher les grands joailliers. Catalogue sur demande à Corum, 2301 La Cluse-de-Fonds, Suisse. 230

DES CHAUSSURES DE LUXE EN VENTE DIRECTE. Avec le système SCARPI. En créant un système de vente directe, sans intermédiaires, sans vendeurs, et en faisant fabriquer leurs propres modèles, les bureaux d'Aménagement du territoire ont un prix de 20 à 40 % en plus en regard de très sévères critères de qualité.

(Publicité)

3 raisons de faire faire vos titres par "Ticket-Repas"

3 En achetant vos tickets à ceux qui font les repas vous pouvez espérer être un peu gâtés, non ?



"Ticket-Repas" la marque émise par les restaurateurs.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Les hausses de prix du pétrole sont « préjudiciables » et « injustifiées » déclare le département d'État américain

Les États-Unis estiment « préjudiciables à la santé de l'économie mondiale et injustifiées par les conditions du marché » les augmentations du prix du pétrole décidées par l'OPEP le 16 octobre, le porte-parole du département d'État, les États-Unis et leurs partenaires, a-t-il dit, se sont engagés à appliquer des mesures pour alléger la situation du marché, et on ne

peut qu'espérer que les pays de l'OPEP fassent preuve de la même bonne volonté en maintenant les prix actuels du pétrole.

M. Miller, secrétaire américain au Trésor, pourrait se rendre dans plusieurs pays du Proche-Orient afin d'obtenir des pays de l'OPEP — Arabie Saoudite, Koweït, Émirats — une politique pétrolière plus orientée.

Le ministre vénézuélien du pétrole et des mines, M. Humberto Calderon Fariñas, lui-même se rendra à partir du 9 novembre dans tous les pays membres de l'OPEP afin de préparer la conférence de Caracas. Le Venezuela entend prôner la modération. Il ne favorisera aucune augmentation supplémentaire des prix du pétrole, a affirmé le ministre — (A.F.P.)

Le département par la Libye du pétrole par les pays de l'OPEP en juin est venu accroître l'insécurité des consommateurs. Jusqu'à présent, le pétrole était à la portée de l'OPEP, mais maintenant, il est devenu un produit de luxe. Alors que personne ne peut prétendre à maîtriser un marché très instable, cette brusque hausse de la décision de Genève comporte les prévisions les plus pessimistes.

Certes, le marché semble légèrement excité (le prix du baril de 5000 barils (1) par jour, mais certains signes d'excitation sont perceptibles, et notamment comme en 1973, au Japon. Ce pays est en effet le seul des grands États industrialisés à avoir échappé à la hausse du pétrole. Or, le ministre du Commerce intérieur américain (MITI) estime que les importations japonaises de pétrole risquent d'être insuffisantes durant le semestre à venir : 4,8 millions de barils d'ici octobre et novembre, rien d'alarmant donc à ce que les compagnies japonaises achètent actuellement à l'importation quel prix. Mais, l'insécurité n'a-t-elle pas été accrue par les hausses de prix vers le haut.

Plus encore que les prix, les quantités sont la préoccupation majeure des responsables des pays industrialisés. Malgré le démenti apporté par les autorités françaises aux informations faisant état d'un ralentissement des exportations pétrolières, des retards continuent d'être constatés dans le chargement des tankers à Kiang-Island. Un opérateur britannique, dont le bâtiment aurait été chargé le 16 octobre, a été informé qu'il devrait patienter pendant deux ou trois semaines, ce qui porte à quatre de la série des « décalages » ont entravé la production.

Or, si les exportations françaises ne devaient plus être que

de 1 million de barils par jour — et non plus de 3,5 millions — comme l'ont prétendu les milieux pétroliers londoniens la semaine dernière, et si cela devait durer, une crise des approvisionnements serait inévitable au cours de l'hiver.

Même si l'Iran continue de produire normalement, l'approvisionnement des pays consommateurs est loin d'être assuré. Plusieurs pays ont en effet annoncé leur intention de réduire leur production en 1980. Le Venezuela a prévu de réduire de 15 %, soit 180 000 barils sur les 2 millions produits quotidiennement. Les producteurs arabes d'Algérie plus encore à adopter une telle attitude que la forte hausse des prix en 1979 va leur procurer des liquidités financières difficilement assimilables à court terme par leurs économies. Pour certains d'entre eux du moins.

Une concertation élargie !

Face à cette situation explosive, les autorités françaises estiment

urgent d'entreprendre un dialogue avec les pays de l'OPEP.

A Venise, au cours d'un séminaire de l'OPEP, M. Grand avait décliné ce qu'il pensait devoir être un tel dialogue :

« Les pétroliers d'une plus grande sagesse dans les rapports entre producteurs et consommateurs sont nombreux, avait-il souligné. Tous sont essentiels :
— effort des pays consommateurs pour réduire leur consommation de pétrole, développer les autres sources d'énergie et limiter leurs importations futures ;
— concertation avec les pays producteurs pour assurer la cohésion entre ces engagements et les ressources disponibles ;
— plus grande transparence dans les évolutions, avec, en contrepartie, une lutte contre la spéculation et une garantie sur les revenus pétroliers ;
— accès plus ouvert aux nouvelles technologies énergétiques ;
— protection du développement des pays les plus pauvres et coopération en leur faveur ».

Ainsi, en parlant d'indexation

AFFAIRES

L'affaire Paris-France devant les tribunaux

Un nouvel épisode dans la bataille boursière pour le contrôle des magnats Paris-France s'est ouvert, mardi 15 octobre, le tribunal de grande instance de Paris saisi la veille, en référé, par le groupe Printemps, qui désire obtenir la mise sous séquestre de 78 878 actions Paris-France achetées le 9 octobre par la société Radar, allié du groupe convoité, s'est déclaré incompétent.

Le jeu des alliances

Pour s'y retrouver un peu dans cette affaire, le mieux est sans doute de présenter de nouveau les « belligérants ». D'un côté, le Printemps, contrôlé par le groupe suisse Maus-Nordman. Pour l'heure, dans l'affaire publique d'achat de 250 millions de capital de Paris-France, le Printemps s'appuie sur le Crédit Lyonnais.

De l'autre, pour faire échec à cette tentative, les dirigeants de Paris-France ont appelé au Crédit Lyonnais de France (C.L.F.) et au Crédit Lyonnais de Paris (C.L.P.) qui ont accepté de se joindre à eux. Mais il semble peu probable que l'Arable, Société tenue à voir ouvrir un tel dialogue, avant la conférence de l'OPEP à Caracas, le 17 décembre, donne avant 1980.

De plus, après l'appel du général de Gaulle à l'OPEP, M. Ortis a « un dialogue pratiqué au cours duquel des déclarations d'engagement seront prises et respectées », on peut se demander si une réunion O.C.E.R. ne serait pas trop pressentie et si l'un ne va pas accéder à son élargissement à l'ensemble des pays de l'OPEP et à d'autres pays consommateurs.

BRUNO DETHOMAS.

concernant les O.P.A. ont été faites ». Et de demander aussitôt, en référé, la mise sous séquestre des 78 878 actions Paris-France achetées le 9 octobre, ce qui entraîne une nouvelle suspension des cotations. Le 10 octobre, Mme Rosta, président du tribunal de grande instance de Paris, se déclare incompétente en la matière. Le même jour, le collège de la commission des opérations de Bourse (COB) se réunit comme il le fait tous les quinze jours. L'« affaire » est au centre des débats. Dans l'après-midi, la décision est prise : la COB est intervenue par les dispositions qui régissent les O.P.A. ? Celle-ci est telle que les « principes » lui semblent avoir été bafoués. Les dirigeants du Printemps annoncent le 10 leur intention de demander la mise sous séquestre des actions devant le tribunal de commerce. Pour l'instant, on en est à la phase de la décision.

Radar, qui détenait déjà 5,15 % du capital de Paris-France et a signé avec lui un certain nombre d'accords, a-t-il entravé les dispositions qui régissent les O.P.A. ? Celle-ci est telle que les « principes » lui semblent avoir été bafoués. Les dirigeants du Printemps annoncent le 10 leur intention de demander la mise sous séquestre des actions devant le tribunal de commerce. Pour l'instant, on en est à la phase de la décision.

« La décision qui rendra est très importante, nous sommes très intéressés par nous », dit-on au groupe Printemps. « Nous avons tout ce charbon autour de nous de 6 % de notre capital ? » « Avec cette acquisition nous détenons 11 % de capital, ce qui est en fait encore 10 % dans le public. Si le Printemps ne désire que 10 % de notre capital, il nous envoie les autres en faisant une survente. A la vérité, il voudrait la majorité (51 %) mais ne le dit pas ».

Cette affaire de contrôle est-elle possible ? Pour répondre à cette question, il faut en poser d'autres. Pourquoi le Printemps a-t-il acheté mille deux cent cinquante-quinze actions Paris-France le 9 octobre à la Bourse ? « Pour l'instant, les SICAV de la C.O.P. se répartissent le capital de Paris-France ». Pourquoi ont-ils acheté de 9 millions de francs ? « Pour acheter le capital de Paris-France », répondent encore des représentants du Printemps. « Mais, nous ne le faisons pas », répondent encore des représentants du Printemps. « Mais, nous ne le faisons pas », répondent encore des représentants du Printemps.

Pourquoi M. Marcel Forrester, président de la « Mitre » choisit-il un camp plutôt que l'autre ? Réponse : « Il n'y a pas de camp ». Mais oui, sous-entend, il y a des camps. Les trois soutiens : l'O.P.A. s'adresse au propre groupe par Demos-Vieilles en 1977.

La boucle est bouclée. Pour les professionnels de la spéculation, les choses sont claires : des établissements financiers ayant pignon sur rue saisissent l'occasion d'un rapprochement industriel comploté, légitimement ou non, pour réaliser leurs propres comptes. Et tant pis pour les actionnaires particuliers qui auront bien du mal à se retrouver dans ce jeu d'alliances et de vengances.

PATRICE CLAUDE.

« Le nombre des chômeurs a augmenté de 100 000 en septembre, la C.O.P. a été élevée fin septembre, à un million huit cent quarante-trois mille quatre-cent-vingt-trois, soit une augmentation de 6 % par rapport à août, et de 7 % par rapport à septembre 1978 ».

« RECTIFICATIF. — Dans un article publié dans nos éditions de 18 octobre, nous avons annoncé que la Banque Roy, un erreur de transmission nous a fait écrire que M. Jean Roy était directeur général de l'établissement. M. Jean Roy est directeur régional de l'agence de Donat, Lille et Denain ».

QUI VOUS AIDE A GAGNER LES MARCHÉS ÉTRANGERS ?

Exporter est nécessaire pour votre entreprise. Mais comment réaliser cette percée sur l'étranger ?

Vous prospectez ?... le crédit prospection du Crédit Lyonnais vous donne les moyens d'aller juger sur place les possibilités d'affaires.

Vous vendez ?... le Crédit Lyonnais vous assiste pour le recouvrement de vos créances ou vous apporte les financements nécessaires.

Vous vous équipez ?... au Crédit Lyonnais on choisit avec vous le crédit (à moyen ou long terme) adapté au développement ou à la modernisation de votre équipement.

Pour mieux réussir à l'étranger, consultez le Crédit Lyonnais. Il est présent dans le monde entier.

CREDIT LYONNAIS

Votre partenaire.



ÉTRANGER

Aux États-Unis

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A NETTÉMENT PROGRESSÉ EN SEPTEMBRE

La production industrielle aux États-Unis a progressé de 0,5 % en septembre, après avoir reculé de 0,3 % en août. Par rapport au mois de septembre 1978, l'indice de la production industrielle est en hausse de 2,5 %. Mais il est inférieur de 0,5 % à son niveau le plus haut atteint en mars dernier.

La production de septembre est due en particulier à la reprise d'activité de l'industrie automobile, qui vient de mettre en fabrication les nouveaux modèles 1980. Mais elle incite de plus en plus l'observateur à douter de la récession économique que certains indices avaient semblé commencer cet été.

MONNAIES

BAISSE DE L'OR

Comme l'on pouvait s'y attendre, la décision prise par les autorités américaines de modifier leur politique en ce qui concerne les ventes d'or a entraîné une baisse des cours de l'or sur les marchés internationaux. A Hong-Kong, le 17 octobre, le prix du once d'or revenait à 364,8 dollars (contre 365,2 dollars) à Londres lors de la première cotation par opposition. L'or a baissé de 2,25 \$ à Paris (178 contre 180,25 dollars) à Francfort, le yen s'est poursuivi un mouvement de repli souhaité par les autorités japonaises.

Un protocole financier a été signé le 13 octobre à Paris, entre la Tunisie et la France. Ce protocole, qui prévoit l'octroi de prêts de France de prêts du Trésor français à des conditions favorables, associées à des crédits commerciaux garantis, permettra, indique le ministre de l'économie, de financer la réalisation de projets industriels en Tunisie et l'échange en France, par exemple, de biens d'équipement et de produits divers.

les chambres de commerce...
doivent faire porter l'essence...
sur l'aide technique...

PRINCE NOBEL
Arthur Lewis et le...
des spécialistes du...

مكتبة من الأصل

AFFAIRES

Les chambres de commerce et d'industrie entendent faire porter l'essentiel de leurs efforts sur l'aide technique aux entreprises

« J'ai pleine et entière confiance dans la capacité des chambres de commerce et d'industrie à appuyer l'effort d'adaptation des entreprises », a déclaré, le mardi 15 octobre, à Paris, M. Charrellet, ministre du commerce et de l'artisanat, devant les cent quatre-vingt-deux présidents des chambres de commerce et d'industrie, réunies en assemblée générale à Paris. Le ministre a souligné l'efficacité brillante de leurs travaux, qui avaient pour thème : l'aide technique aux entreprises.

Il a profité de cette prise de contact avec les organisations consulaires pour définir les relations entre son ministère et les C.C.I. « Je ne compte en aucun cas », a-t-il dit, « la tutelle comme l'exercice d'un pouvoir hiérarchique sur les chambres. Je ne compte pas dans-tout, votre l'organe d'exécution de l'Etat. À l'avenir, je définirai la politique de la nation et d'élaborer les décisions qui ont pour objet la politique économique de la nation et de mettre en œuvre, sous sa responsabilité, les actions qui correspondent à leur champ ».

Evitant la liberté des prix et des marges dans le commerce, le ministre a insisté : « La liberté est une orientation fondamentale de la politique gouvernementale qui n'est pas question de la remettre en cause. Les premières étapes ont été, et rapidement, franchies. Dans la mise en œuvre de principe est inséparable de l'exercice de ses responsabilités par chacun, producteur, distributeur, consommateur de même qu'elle est inséparable du jeu de la concurrence ».

Dans son discours d'accueil, le président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), M. Robert Delormy, avait souligné que : « La liberté des prix n'est pas source d'inflation ; c'est, au contraire, la réglementation, ou pire encore, la semi-réglementation ou le semi-décoré, et l'impôt, qui entraîne des hausses de production. Tout se passe comme si, en cette matière comme dans le domaine fiscal, nos responsables étaient en permanence soupçonnés de fraude. Et cette présomption de fraude, nous la reconnaissons formellement comme injuste, vexatoire et discriminatoire. Nous ne cessons pas de réclamer l'abrogation des ordonnances de 1945, toujours promises et toujours remises ».

L'assemblée générale s'est achevée par l'adoption d'une motion qui marque un net changement

dans la politique qu'entendent mener les assemblées consulaires. Représentant les conclusions du rapport d'orientation présenté par M. Pierre Neiter, président de la chambre de Colmar, les C.C.I. estiment désormais faire porter leurs efforts sur l'assistance technique aux entreprises, qui doivent faire face en cette période troublée à des bouleversements considérables.

Parmi les objectifs d'action proposés aux chambres de commerce pour les prochaines années, figurent notamment, dans le domaine financier, l'amélioration des conditions des prêts bancaires aux entreprises et la mobilisation de l'épargne locale et régionale (des expériences sont déjà engagées : sociétés de participation, fonds relais, etc.).

Les assemblées consulaires devront aussi devenir des « centres d'innovation » par la coopération inter-entreprises, la création de bureaux régionaux spécialisés, etc.

Aussi, M. Robert Delormy avait saisi l'occasion qui lui était offerte de répondre aux critiques formulées par M. Philippe Bur-nol, vice-président du C.N.P.F., lors de sa tournée régionale de l'organisation patronale, s'étant interrogé sur le bien-fondé et la justification économique de certaines actions des C.C.I. : « Les C.C.I., tout à tour ennues, jalouses, fâchées, critiques, tantôt considérées comme éléments responsables des entreprises, tantôt assimilées à une institution inféodée à l'administration, sont à se réinventer quant à leur capacité de répondre à leur statut d'établissement public représentant les entreprises au service de l'économie locale, régionale et nationale », avait-il ajouté : « Ces nous mesurons des idées et les avons fait apprécier par rapport à des structures rigides d'organisations patronales dans lesquelles ce sont des permanents qui dirigent ».

● RECTIFICATIF. — Dans notre article daté du 13 octobre, sur la réforme des impôts locaux, nous avions écrit : « De même l'extension de la taxe professionnelle pendant cinq ans accordée dans certaines zones aux entreprises industrielles créées en 1975, nombre d'emplois qui nécessitent un agrément de la commune de destination, de droit commun ». C'est en réalité un agrément de l'administration qui était nécessaire.

PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Sir Arthur Lewis et le professeur Schultz sont des spécialistes du sous-développement

Le prix Nobel de sciences économiques a été décerné le 17 octobre à M. Theodor Schultz, professeur américain à l'université de Chicago, et à Sir Arthur Lewis, citoyen britannique originaire des Antilles, professeur à l'université de Princeton, pour leurs travaux de pionniers dans le domaine de la recherche sur le développement économique, et particulièrement sur les problèmes des pays en voie de développement. Ce prix, d'une valeur de 800 000 couronnes, fondé en 1968 par la Banque centrale de Suède, est attribué par l'Académie royale des sciences. Depuis sa création, il a été décerné huit fois à des ressortissants américains.

Selon l'Académie, les travaux qui ont été couronnés visent à intégrer les pays du tiers-monde dans l'économie internationale. Les deux chercheurs « ont fait et font profondément engager dans les problèmes du développement, ainsi que dans la recherche de solutions au sous-développement ». Leurs travaux présentent « une série de traits communs », accordés notamment « une grande importance aux faits et à la recherche empirique » et se complètent l'un comme l'autre, les deux professeurs, « tirant de leurs recherches des conclusions hardies pouvant mener à des recommandations de réformes en matière de politique économique ».

est maintenant professeur honoraire.

[Né le 23 janvier 1915 à Castries, dans l'île antillaise de Saint-Lucie, le professeur Lewis est venu à l'étude du commerce Nord-Sud et des problèmes de développement. Il est notamment l'auteur de deux ouvrages sur le développement : l'un traitant de la qualité de l'économie des pays du tiers-monde, l'autre analysant en particulier la productivité du travail agricole. Il a aussi critiqué la trop grande rigidité d'un système réglementaire qui négligerait les besoins des prix et aggraverait des problèmes structurels.

Professeur à l'université de Princeton depuis 1968, Sir Arthur Lewis a été, de 1970 à 1972, le premier président de la Banque de développement des Caraïbes. Il a aussi publié de nombreux ouvrages, le dernier en date étant celui intitulé : *Économie et développement 1870-1913* (1976).]

[Né le 30 avril 1902 à Arlington (Massachusetts), M. Schultz est un spécialiste des questions agricoles. Avant même sa nomination à l'Académie, il a été professeur de l'agriculture et des autres sciences économiques. Il a notamment développé « une critique approfondie de la solution d'industrialisation des pays en voie de développement et de leur réintégration dans le domaine agricole ».

M. Schultz a écrit plusieurs ouvrages, notamment *L'agriculture dans l'économie mondiale* (1961), *Production et bien-être par l'agriculture* (1968) et *Le rôle de l'agriculture traditionnelle* (1969). Après avoir obtenu son doctorat à l'université du Wisconsin en 1930, il a été, en 1932, chargé d'une chaire à l'université de Chicago dont il

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Un piano droit pour 8350 F ttc

Large possibilité de crédit personnel.
harm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement renouvelés offrant le plus grand choix de marques de Pianos. Neuf Occasions-Vente-Achat-Réparations. Accessoires-Transport.

harm
Le piano... et toute la musique.
525-530 r. de France, 75008 Paris - Tél. 844 08-08
Paris - Plus que Montparnasse.

Les clés du succès

Les calculateurs scientifiques Hewlett-Packard Série B sont destinés aux futurs scientifiques, ingénieurs et mathématiciens.

Nous les appelons les « clés du succès » car ils vous déchargent des calculs complexes qu'ils effectuent à votre place, vous permettant ainsi de vous consacrer entièrement à vos études, et de vous ouvrir les portes du succès. Excellents sur tous les plans : qualité, fiabilité, performances, ces calculateurs disposent d'une logique ordinateur : pile opérationnelle à 4 niveaux qui enregistre et réintroduit automatiquement les résultats intermédiaires. Conséquences : économie de temps et d'efforts, suppression des erreurs.

Faites dès maintenant l'acquisition des calculateurs scientifiques Hewlett-Packard Série B.

Leurs prix ont en effet baissé de 15 à 24 % selon le modèle par rapport à la dernière rentrée universitaire.

C'est le moment d'aller chez votre revendeur Hewlett-Packard qui vous fera une démonstration des « clés du succès ».

Demandez l'adresse des revendeurs HP à Hewlett-Packard France, BP 6, 91401 Orsay cedex. Tél. : 907.78.25.



HEWLETT **hp** PACKARD

Avez-vous vu les premières images d'un coelacanth vivant, les dernières photos de Jaurès, le scoop d'une hémorragie cérébrale, Venise avec les yeux d'Ernst Haas ?

ABBA EBAN

autobiographie

- 50 années d'événements au Moyen-Orient.
- Ses rencontres avec les principaux dirigeants mondiaux.
- Les complications des manœuvres diplomatiques.

Editions Buchet/Chastel

18, rue de Condé - 75006 Paris

SOCIAL

ANCIENS COMBATTANTS

APPELANT A MANIFESTER LE 27 OCTOBRE

L'UFAC veut relancer la commission tripartite et obtenir une révision du rapport constant

Recevant récemment les dirigeants des associations d'anciens combattants, groupées dans l'UFAC (Union française des anciens combattants), M. Raymond Barre, président de la commission tripartite, a déclaré que le projet de budget 1980 est pratiquement « vide de nouvelles mesures » susceptibles de combler l'érosion du pouvoir d'achat des pensions militaires d'invalidité.

Entre les anciens combattants et les pouvoirs publics, le dialogue sur le taux des pensions militaires d'invalidité ressemble à un dialogue de sourds. Selon les bénéficiaires, l'application du rapport constant n'a pas été respectée dans son esprit, ce qui a entraîné, d'année en année, une érosion de pouvoir d'achat qu'ils situent aujourd'hui à 25 %.

Pour tirer l'affaire au clair, une commission tripartite (fonctionnaires, parlementaires, anciens combattants) a été créée à la fin de 1977 par le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Jean-Jacques Beaudou. Il s'agissait de « déterminer avec précision l'évolution respective de la situation des fonctionnaires et des pensionnaires. Cette évolution sera appréciée en faisant la balance entre les avantages dont ont bénéficié respectivement ces fonctionnaires et ces pensionnaires ».

Les deux parties antagonistes (administration et anciens combattants) étaient parvenues à des conclusions diamétralement opposées. Le « collège » parlementaire d'Etat a conclu que les avantages des fonctionnaires étaient supérieurs à ceux des pensionnaires. Finalement, la méthode choisie pour l'analyse de la situation des anciens combattants, les pensions militaires, a été jugée insuffisante.

Le plan d'harmonisation des pensions de la commission tripartite, en conséquence, qu'un groupe de travail « propose en toute équité, en tenant compte des données respectives (dans la première partie des conclusions auxquelles ils étaient parvenus), un coefficient de rattrapage aussi près que possible de la réalité ». Le projet de loi, qui sera soumis au Parlement, prévoit une augmentation de 10 % des pensions militaires d'invalidité, de 1980 à 1983. Les anciens combattants étaient d'accord sur cette procédure.

M. Maurice Plantier, s'en tenant au principe de « la lettre » de la mission confiée à la commission tripartite — dresser un simple constat — a déclaré, lors de la réunion du 27 juin, de suspendre les travaux de ladite commission. Devant la commission des finances, le secrétaire d'Etat a ensuite affirmé que le gouvernement a toujours respecté le rapport constant, aussi bien dans le cadre de la loi, comme le confirme la décision du Conseil d'Etat de 1965, qu'en équité.

Une délégation de l'UFAC — organisation regroupant plus de deux millions d'anciens combattants — demandait en juin à être reçue par M. Raymond Barre. L'entretien n'a eu lieu que le 1^{er} octobre, mais l'UFAC pouvait prendre acte que « le premier ministre s'est déclaré favorable à la reprise des travaux de la commission tripartite chargée d'étudier l'application du rapport constant (...). Elle rejette son affirmation selon laquelle il ne se serait pas produit d'accès préjudiciable aux pensionnaires ».

En ce qui concerne l'annulation du 8 mai 1965, l'UFAC « dénonce la position du gouvernement, réaffirmée par M. Raymond Barre, de ne plus célébrer officiellement cette journée historique ».

estiment les intéressés, tandis que les travaux de la commission « ad hoc » demeurent suspendus au « feu vert » de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. L'UFAC organisera, en conséquence, des journées de protestation du 24 au 27 octobre, dont une manifestation place de l'Opéra, à Paris, le 27 octobre.

La publication du projet de budget des anciens combattants pour 1980 n'est pas faite pour apaiser le mécontentement. Qualité de « budget d'attente », par les dirigeants d'associations, il demeure, avec un total de 16 milliards 800 millions de francs, le huitième des budgets de l'Etat.

L'application du rapport constant requiert à elle seule, déclare le secrétaire d'Etat, compte tenu de l'évolution des effectifs, une dotation complémentaire de 1 milliard 300 millions de francs qui permettra aux pensionnaires de bénéficier de la retraite du combattant de bénéficier automatiquement de toutes les augmentations de traitement accordées aux fonctionnaires.

En fait, les deux seules mesures nouvelles concernant les veuves de guerre ou de la Résistance qui bénéficient de points d'indice supplémentaires. Mesures qui soulignent le secrétaire d'Etat, mais dont les responsables d'associations contestent l'ampleur et la portée. « Les crédits alloués à ces deux mesures nouvelles s'élèvent à 1 089 500 F, soit 0,02 % de la masse des crédits du budget des anciens combattants et victimes de guerre. Vont en bénéficier 1 500 veuves et 1 200 veuves, environ ».

Si l'on se souvient qu'un printemps dernier le monde combattant avait été sensibilisé par une note (confidentielle) d'information établie par la direction du budget (le Monde du 28 mars), document préconisant la réforme d'un certain nombre de dispositions du code des pensions militaires d'invalidité, on mesurera mieux le mécontentement actuel.

L'Assemblée générale de l'UFAC, réunie les 6 et 7 octobre, a confirmé les dispositions arrêtées par le bureau national pour les « journées nationales d'action » des 24 et 27 octobre. Le samedi 27 octobre, à 15 heures, à Paris, place de l'Opéra, et dans toute la France, seront organisés des rassemblements ou cours desquels un appel sera lancé aux formations politiques, au Parlement et au gouvernement, pour obtenir notamment : — Des mesures plus substantielles dans le budget des anciens combattants pour 1980 ; — La reprise des travaux de la commission tripartite sur les pensions ; — Le rétablissement du 8 mai jour férié et fête nationale.

Une réunion d'information avec la participation des parlementaires est également prévue à Paris, le mercredi 24 octobre, au Grand Hôtel à Paris.

CLAUDE DUREUX.



REVERSO

la montre la plus snob de l'année

JAEGER-LECOULTRE

Genève



Ne sortez pas votre porte-monnaie, présentez votre carte bleue vous êtes aux

Galerias Lafayette

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

(Publicité)

KINGDOM OF SWAZILAND
Ministry of Works, Power and Communications

INTERNATIONAL INVITATION FOR TENDER PREQUALIFICATION

The Kingdom of Swaziland intends to call for tenders for the construction to surfaced bituminous standard of the Section II of the

MANZINI-MAHAMBAMBA Road from MKONDO RIVER to MAHAMBAMBA of a length approximately of 83 km. The provisional contract period is 33 months.

The major items of work, together with the approximate quantities are as follows:

Earthworks	1,300,000 cu. m
Culverts	5,300 cu. m
Concrete works	2,100 cu. m
Gravel subbase	100,000 cu. m
Gravel base course	120,000 cu. m
Gravel shoulders	60,000 cu. m
Double seal surfacing	590,000 sq. m

The Kingdom of Swaziland have received a loan from the African Development Fund to assist in the financing of the Project. Part of the proceeds of any such loan will be payable in foreign currency.

Interested Contractors, from A.D.F. countries and A.D.F. participants with suitable experience and capacity in highway construction may apply for the prequalification documents to:

Ministry of Works, Power and Communications
P.O. Box 58, MABANÉ-Swaziland - Telaph. 42.321 - Telex 2104

COMTEC, Compagnia Tecnica di Progettazione S.p.A.
Via Breno, 9 ROMA - Italy - Tel. 00659/85471 - Telex: 611418

COMTEC, Swaziland Branch
P.O. Box 163, MABANÉ - Swaziland - Téléphone : 43178
not later than the 21st October.

Voir, rêver, choisir, tester
un appareil, une caméra, la meilleure photo
d'une planche contacts.

L'univers de l'image a son mensuel:

Vient de paraître aux
SCM
Editions
Guide d'achat des
matérielles informatiques
par G. Samborini
324 pages 707 198 F (France)

Place des Halles
92081 Paris-La Défense 2
Tél. 775 88 00

LE MONDE
meilleure revue de la presse
de la semaine
à 100 F (France)
à 120 F (étranger)
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

فكرنا من الأصل

MARCHÉ COMMUN

Les conflits sociaux

Alors que le C.N.F.F. dénonce l'action de la C.G.T. dans une « attitude d'arbitraire », tout est fait pour que le climat d'agitation sociale — dans le secteur public, des grèves assez dures se prolongent dans l'industrie, la C.G.T., dans un « travail partiel », estime que dans une « situation difficile » cent soixante-quatre « actions revendicatives » ont eu lieu dans les entre-

[illegible]

... assés imbelles et ». M. Bollin, ministre du travail et de la participation, a exhorté, lundi 10 mai, les militants du mouvement à ne pas se laisser entraîner par Chavalier, secrétaire général adjoint d'Alstom-Alcan, et à ne pas se laisser manipuler par les dirigeants du groupe refusant de revenir sur leurs positions. M. Jean-Pierre Fourment, ministre du territoire de la Région de Belfort, a aussi commenté cet échec : « Force est de constater que les militants du mouvement ne sont pas prêts à mener la contestation, pronomes le lock-out ».

- Les militants C.G.T. et C.F.D.T. des usines Dessaut ont été les premiers à se présenter devant l'immeuble de Jours de France, après avoir descendu les rampes-Rysler.
- Les militants ont augmenté le nombre de 600 F. l'embarcade mille cinq cents personnes et une trentaine de véhicules.
- Les ouvriers de Métalbox et Boyer ont occupé pendant plusieurs heures, mardi la chambre de manœuvre du poste de Saint-Quentin (Aisne).

d'Alstom-Atlantique à une attitude raisonnable (—) On voit aujourd'hui où sont les vrais maîtres du pouvoir.

De son côté, M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a demandé à M. Barre d'intervenir.

Le secrétaire général de F.O. a précisé qu'il ne demandait pas au gouvernement de se substituer à la direction et aux syndicats, mais de faciliter la recherche d'un communisme.

● Une guerre d'usure, émaillée d'incidents, s'est engagée entre les ouvriers grévistes du Livre C.G.T. de l'imprimerie 4 P Emballages de France à Allonne, près de Beauvais (Oise) et la direction de cette usine, qui appartient à la firme multinationale Unilever. Ulcérés d'apprendre que les cadres commerciaux avaient touché fin septembre un double mois hors convention en récompense d'une forte progression du chiffre d'affaires, les ouvriers se sont mis en

[illegible]

Les Neuf font du respect par la France des décisions de la Cour de justice sur le mouton un préalable au règlement du dossier laitier

Les ministres de l'agriculture des Neuf, qui viennent de se réunir à Luxembourg, tiendront une session spéciale les 29 et 30 octobre, toujours à Luxembourg, avec, à l'ordre du jour, deux dossiers d'inégales dimensions, mais l'un et l'autre politiquement sensibles : l'affaire agrobudgétaire et l'organisation du marché du mouton.

Luxembourg. — Les Britanniques demandent avec force la mise en place d'un « mécanisme correcteur » efficace qui garantisse de façon durable une situation de quasi-équilibre (broad balance) entre leur contribution au budget européen et les remboursements qu'ils en obtiennent. Ils souhaitent que la décision soit prise fin novembre au conseil de Dublin. Pourquoi les ministres de l'agriculture vont-ils se trouver mêlés à cette affaire ? A cela, plusieurs raisons étroitement liées se présentent.

La politique agricole commune (PAC), qui rapporte peu aux Britanniques, est surtout l'élément des dépenses représentant 70 % du budget européen, est présentée à Londres comme la principale responsable du dégrèglement des mécanismes financiers de la C.E.E. Les Britanniques, tout en exprimant leur mécontentement à l'égard de ces affaires en même temps que celle concernant le budget mais la trailler séparément, réclament une révision de la PAC, de nature à éliminer les excédents structurels et surtout tendent à réduire les dépenses de soutien.

Les autres membres de la C.E.E., tout en étant hostiles à une véri-

De notre envoyé spécia

Les principales causes de la PAC, stationnement qu'il faut appaître, ne moins pour assurer la progression de la production agricole, la mise en œuvre du marché latéral (30 milliards de francs par an en 1980). Un des aspects les plus importants de la PAC, les aides agricoles s'inscrivent d'abord dans le cadre d'un système de soutien financier. Le plan de l'Union européenne, élaboré par le gouvernement français, est le résultat de la volonté commune des membres pour les « ressources financières » de la PAC. Les aides agricoles sont destinées à la douane et préférentiellement parues par le budget communautaire. Les aides agricoles sont destinées à la douane et préférentiellement parues par le budget communautaire. Les aides agricoles sont destinées à la douane et préférentiellement parues par le budget communautaire.

Une autre raison est d'ordre moral. Les parlementaires du Royaume-Uni ne veulent pas effectuer un vote qui leur permettrait de constater le profit de ce dernier une correction budgétaire aussi considérable que celle qui a été obtenue par la Commission Indique que, en 1980, le déficit net de la participation britannique au budget communautaire (la différence entre les contributions et les dépenses) est de 1,5 milliard d'unités de compte (9,5 milliards de francs). Ce déficit est dû à ce que les grands-Etats et ce que les petits ont reçu (1,5 milliard d'unités de compte, 9,5 milliards de francs) est distribué à peu de choses près équitablement. Les petits Etats ont donc une balance balance — représentative, par sa part au Royaume-Uni, un effort supplémentaire plus important que celui qu'ils sont prêts à

laitières. Il semble le régime de soutien produits laitiers soit

[illegible]

Le débat de mardi a montré que, s'il se maintient en règle, les Français trouveront des appuis au sein du conseil non seulement pour faire en sorte que la nouvelle organisation du marché soit rapidement mise en place, mais aussi pour qu'elle inclue, conformément à l'esprit de la PAC, des dispositions assurant la préférence communautaire que la solidarité financière.

PHILIPPE LEMAITRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le conseil d'administration de la société Mistr a s'est réuni le 15 octobre 1978 et a approuvé les comptes intermédiaires au 30 juin 1978.

A cette date, pour la société même, le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 1 250 millions de francs (1 037 millions de francs au 30 juin 1978) et le résultat net à 74,6 millions de francs (68,8 millions de francs au 30 juin 1978) avant participation des salariés, qui peut être estimée à 23 % de ce chiffre.

Les prévisions d'une croissance annuelle d'environ 20 % du chiffre

« Les affaires et du résultat net peuvent être confirmées (sous réserve d'audes totalement imprévisibles à ce jour).
Comme annoncé par l'AGO du 26 juin 1979, Matra va émettre très prochainement un emprunt obligataire non convertible de 200 millions de francs.
Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée vers la fin de l'année afin d'approuver l'opération d'apport à la société Matra des actions de la société Platino mais mère de la société Jaeger.

Deux dossiers liés

C'est pourquoi, avec l'idée de faciliter un compromis, les Allemands et les pays du Benelux ont suggéré lundi, lors de la réunion des ministres des finances, un programme

comportant deux volets :

- A court terme, la mise en place d'un mécanisme correcteur (souvent entendu en affaires limitées) ;
- A moyen terme, une réorientation du budget européen favorable aux Britanniques qui comporterait une diminution des dépenses agricoles et un accroissement des crédits affectés aux politiques régionales, sociales et industrielles.

Les Italiens, qui ont une position

part dans cette grande affaire pro-budgétaire (la note précédente sur le budget européen, nous en considérons maintenant les seuls aspects imparfaitement en fonction de la distribution entre les Etats membres), insistent pour que les dépenses structurelles soient régulièrement accrues, ce qui implique une diminution des dépenses agricoles.

Il est dans l'ordre des choses que les ministres de l'agriculture occupent de cette compression des dépenses. C'est ce qu'ils entendront le 29. Il est clair que, bien sûr, il leur faudra s'attacher à la source du problème, à savoir l'accès

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

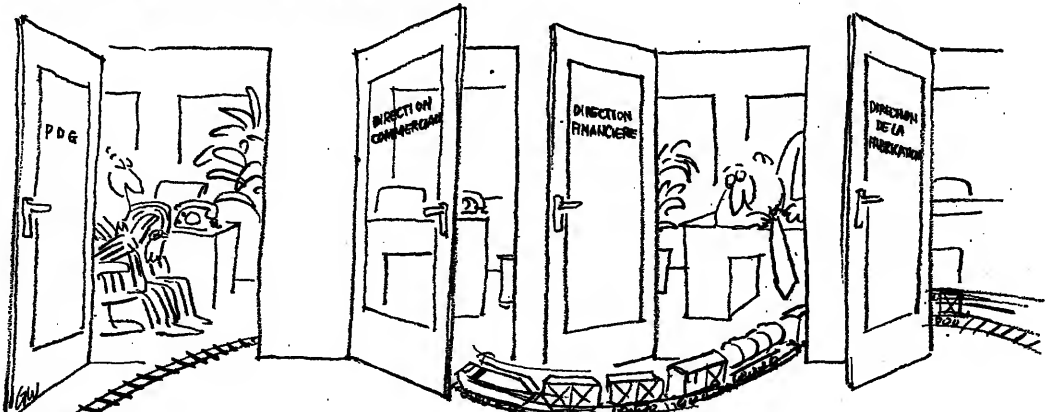
	21 JOURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à l'export et T.M. (100)	Rep. + ou - Rap. + ou - Rap. + ou -	Rep. + ou - Rap. + ou - Rap. + ou -	Rep. + ou - Rap. + ou - Rap. + ou -
E.-G.,	4,220	- 69	- 339	- 630
U.S.A.	4,258	- 5	- 79	- 165
U.S. (100)	1,062	+ 45	+ 230	+ 415
D.M.	2,644	+ 76	+ 135	+ 405
U.S. (100)	2,110	+ 69	+ 130	+ 415
F.F. (100)	3,430	+ 218	+ 440	+ 820
F.F. (100)	2,516	+ 265	+ 425	+ 1,130
U.S. (100)	2,516	+ 265	+ 425	+ 1,130
U.S. (100)	9,719	- 185	- 790	- 1,225

TAUX DES EURO-MONNAIES

DOM	7 1/2	8	7 1/2	7 7/8	7 11/16	8 1/10	8 1/2	8 5/16
St. D.	37 1/2	38 1/2	32 7/8	3 1/2	32 7/2	23 5/8	24 1/2	24 1/2
Florida	8 7/8	8 3/8	8 7/16	8 7/8	8 1/2	8 7/8	8 3/4	8 15/16
St. (1891) ..	12 3/4	14 1/4	13 1/2	14	13 1/2	14	13 1/8	12 5/8
.....	8 5/8	1	1 3/4	1 3/8	1 7/8	2 1/4	2 15/16	2 5/16
.....	12 3/4	14 1/4	13 1/2	14	13 1/2	14	13 1/8	12 5/8
.....	11 1/4	12 1/4	12 5/8	13 1/4	12 5/8	14 1/8	14 1/16	14 1/16
.....	11 3/8	11 7/8	12 3/8	12 7/8	12 1/2	13	13 1/8	13 7/8

Nous donnons ci-dessous les notes pratiques sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

Une bonne idée, ça part dans toutes les directions.



Une idée capable de faire l'unanimité dans l'entreprise est toujours la bienvenue. Sncf marchandises présente un tel registre d'avantages qu'elle peut séduire toutes les directions, dans toutes les entreprises.

Aux directeurs financiers, elle

offre des tarifs très concurrentiels et négociables. Et des coûts fiables qui facilitent la planification.

Aux directeurs du marketing elle présente un service-conseil dès la création des produits : palettisation, chargement, transport, conditionnement.

Aux directeurs de fabrication, elle propose un moyen de transport souple, qui peut patienter pendant des heures pour le chargement, et dont la mise à disposition est facilement programmable.

Aux directeurs d'exportation,

elle garantit un réseau étendu franchissant aisément les frontières. Ne vous privez pas d'une idée qui mettra tout le monde d'accord. Ne vous privez pas de SnCF marchandises. **SNCF**

Marchandises

Sncf marchandises, l'entreprise qui fera l'unanimité dans l'entreprise.

